

LETTRES HISTORIQUES;

Contenant ce qui se passe de plus
important en

EUROPE;

*Et les Réflexions nécessaires
sur ce sujet.*

Mois d'Avril 1713.



A LA HAYE,
Chez ADRIAN MOETJENS,
Marchand Libraire près de la Cour, à
la Librairie Française.

M. DCC. XIII.

AVERTISSEMENT.

On trouve chez Adrian Moertens ,
les Mémoires de Bellière , & de Silleri ,
concernant la Négociation de la Paix de
Vervins , 12. 2. vol.

Les Mémoires & Négociations secrets
de la Paix de Munster , 4. vol. 8.

Lettres & Négociations du Maré-
chal d'Esstrades , de Colbert , & d'A-
vaux , Ambassadeurs de France à la
Paix de Nimègue , 3. vol. 12.

Les Actes & Mémoires des Négociations
de la Paix de Nimègue , avec l'Histoire
de Mr. de St. Didier , 12. 8. vol.

Les Actes & Mémoires des Négocia-
tions de la Paix de Ryswick , nouvelle E-
dition augmentée de Mémoires historiques ,
& d'une Continuation , contenant le Procès
entre Son Altesse Electorale Palatine , &
Madame la Duchesse d'Orléans , 12. 5. vol.

Recueil des Traitez de Paix , in folio
4. vol.

Histoire de la Ligue faite à Cambray ,
contre la République de Venise , 12. 2. vol.

Les Soupirs de l'Europe à la vûe du
Projet de Paix contenu dans la Haran-
gue de la Reine de la Grande-Bretagne
à son Parlement du 6. (17.) Juin ,
1712. , 12. & toutes les suites.

LETTRES HISTORIQUES;

Contenant ce qui se passe de plus
important en Europe ;

Et les Réflexions nécessaires sur
ce Sujet.

Mois d'Avril , 1713.

LETTRE I.

Affaires d'Italie.

Rome.

MONSIEUR,

I. Les Immunitéz Ecclesiastiques
& les autres Droits que le Pape a
voulu maintenir depuis quelque
tems à Naples , & en Piémont ,
n'ont pas rencontré des Difficultéz
aussi considérables que le sont cel-
les qui se trouvent maintenant dans
l'Excommunication indirecte du

S 2

Sénat

Sénat de Gènes, pour l'Affaire du Père Granelli, dont je vous ai découvert le fondement, dans ma première Lettre du mois dernier.

Le souverain Pontife a mis en usage depuis ce tems-là, toutes sortes de Ressorts & d'Intrigues, pour faire valoir son Autorité contre ce Sénat, qui a publié un Manifeste dans lequel il expose les *Raisons de Droit* qu'il dit avoir eu, de rejeter, comme Invalide, la Sentence d'Excommunication fulminée contre son Théologien, sans observer les formalitez prescrites par les anciens Concordats que la République de Gènes a avec le S. Siège, & sur ce que le Pape menace d'Interdit l'Etat Souverain de cette République, quoi que l'expérience des tems passez ait assez fait voir les pernicioeux Effets, de ce moyen extrême, par lequel on ne soumet pas facilement aujourd'hui les Etats Souverains à la Cour de Rome.

Le Pape a un autre grand Déréglement de la Cession qu'on a résolu de faire du Royaume de Sardaigne au Duc de Bavière; c'est pourquoi S. Sainteté a fait chercher dans les

anciennes

anciennes Archives du Château St. Ange les Patentes du Don, par lequel ce Royaume a été uni aux Etats de l'Eglise, afin de protester au Congrès d'Utrecht contre l'Aliénation qu'on y en doit faire, pour gratifier ce Puissant Allié de la France & de l'Espagne.

Le même Pontife ayant été requis, par la Cour de Vienne, d'accorder un Bref d'Eligibilité pour l'Evêché de *Passau*, en faveur du Comte de Caunitz, ci-devant Auditeur de Rotte pour la Nation Allemande, a refusé cette Demande, & fait entendre au Cardinal Impériali, que si son Neveu, qui s'est arrêté à Milan depuis son retour de Vienne, ne vient pas incessamment prendre Possession de la Charge de Clerc de la Chambre Apostolique, & de celle de Président des Chemins de l'Etat Ecclesiastique, il en disposera en faveur d'un autre.

Sa Sainteté a tenu un Consistoire au sujet de l'Evêché d'*Ipres*, qui est vacant depuis plusieurs années, & résolu de le pourvoir, sur les Instances du Roi de France, qui l'a ainsi jugé à propos, avant que

S 3 mes 2 le

le sort de cette Place soit décidé par le Traité de Paix: & pour cet effet Mr. de Montmoranci ayant été préconisé comme un Sujet doué de toutes les Qualitez requises, les Bulles en ont été expédiées gratuitement en faveur de ce nouvel Evêque, & envoyées à Paris le mois dernier, avec un Bref Pontifical, par lequel S. M. T. C. est fortement exhortée de soutenir les Intérêts de la Principauté de *Liege*, dans les présentes Négociations de Paix.

Ce Consistoire dura fort long tems, parce que le Pape s'étant trouvé en meilleure santé qu'à l'ordinaire, voulut y donner satisfaction aux Cardinaux qu'il n'avoit pas pû écouter dans les précédens, & y faire complimenter le Marquis de Suze, qui après avoir vû les Cérémonies qu'on observe parmi les Eminences de ce Conseil d'Etat du Souverain Pontife, alla visiter les Apartemens du Vatican, où il fut régalé très magnifiquement par le Majordôme, étant accompagné de D. Carlo & D. Alexandro, Neveux du Pape, & d'un grand nombre de Noblesse & de Prélats.

Il

Il fut aussi traité fort splendidement dans le Palais de *Gabrielli*, & assista régulièrement, les derniers jours du Carnaval, au Théâtre de Capranica, où il reçut les Complimens de la Noblesse, & au grand Bal que le Cardinal Spada donna, par ordre du Pape, à plus de cent Dames de la première Qualité, & partit quelques jours après, pour aller à Naples.

On a aussi reçu fort honorablement en cette Cour, depuis le mois dernier, une Personne de Distinction, qui porte le Nom de Fils du grand Kan des Tartares, & qui s'est fait Chrétien à son arrivée en Espagne, auprès du Roi Philippe V. Il a été présenté par les Jésuites au Pape, qui lui a donné plusieurs Audiences, & l'a régalé de quelques Présens, & entr'autres d'une Chaîne d'Or. On parle diversement du sujet de sa venue, & quelques-uns croient qu'elle concerne les Affaires de la Chine.

Les Démêlez que les Missionnaires de ce Pais-là ont entr'eux, donnent fort souvent de l'occupation aux Députés de la Congrégation de *Propaganda Fide*, & il s'en

S 4 est

est tenu plusieurs autres extraordinaires du Saint Office , pour examiner diverses Propositions tirées des nouveaux Ecrits des *Jansénistes* , dont on dit qu'on condamnera bientôt plus de 150. Aphorismes que leurs Aversaires soutiennent être contraires à la saine Doctrine du Christianisme.

On a tenu une autre Congrégation chez le Cardinal Spinola , Camerlingue , au sujet de la Visite de tous les Couriers à la Douane ; mais le Marquis de Prié ne veut pas souffrir qu'on fouille leurs Males , & dans la dernière Audience que ce Ministre eut de Sa Sainteté , il lui notifia qu'il est rapellé à Vienne , pour y exercer les Fonctions de Conseiller de S. M. Impériale ; que le Comte de Gallas viendra le relever en la même Qualité d'Ambassadeur , & que le Général Comte de Thun a été nommé à la Viceroyauté de Naples.

Le Pape a envoyé des Ordres exprès à Mr. Spinola , son Nonce à *Barcelone* , d'accompagner l'Impératrice quand elle partira pour venir à la Cour de Vienne , & d'y rester jusqu'à ce qu'il en ait autrement ordonné.

Naples.

Naples.

II. Le Conseil Royal de cette Capitale a résolu de lever deux pour cent , sur le Louage des Maisons , pour employer les deniers qui en proviendront , à faire réparer les Ruës de cette Ville , & les grands Chemins qui y aboutissent.

On y a rendu un Jugement fort sévère contre un Perturbateur des Divertissemens Publics , qui en conduisant un Carosse dans le Cours , y déranga la File de ceux des autres Cochers , & interrompit le Passage des Masques , pendant quelques momens du dernier Dimanche du Carnaval , dont on ne veut pas que les Réjouissances soient jamais troublées , car ce pauvre malheureux ayant été arrêté sur le champ , à cause de ce petit Inconvénient , fut envoyé quelques jours après aux Galères.

Il est survenu un autre Incident fort bizarre dans cette Ville , qui a retardé le Départ du Prince de *Cardito* , Chef de l'Ambassade Napolitaine , qui étant de retour de *Barcelone* , a résolu d'aller à Vien-

S 5

ne , demander la Confirmation des Libertez & Privilèges de cette Nation , dont les Inclinations sont plus Romaines qu'Espagnoles, pour les jalousies extraordinaires dont voici un Exemple très remarquable.

Comme les *Italiens* n'aiment pas que leurs Femmes soient exposées au grand Air, sur tout lorsque les Epoux sont absens, Mr. de *Cardito* voulut que la Princesse son Epouse se mît dans un Convent, pour y rester jusqu'au retour de son Ambassade ; & voyant qu'elle faisoit naître des Difficultez sur cela, le Mari alla demander main forte au Viceroi: pendant ce tems-là elle fit un Paquet de ses Bijoux, & se sauva dans une Eglise de Moines, qui lui facilitèrent le moyen d'aller la nuit chez un de ses Parens.

Mr. le Comte de Borromée, Viceroi, se servit de son Autorité pour faire enlever cette Princesse & son Parent: celui-ci fut envoyé Prisonnier à *Gênes*, & la Dame fut menée dans la Maison de son Epoux, où après l'avoir enfermée dans une chambre, avec deux Femmes pour la servir, on mura les

les Fenêtres qui répondoient dans la Ruë ; on mit une Garde à la porte de cette Chambre, & une autre devant son Palais, avec Défenses, sous peine de la Vie, de permettre à qui que ce soit, de parler à cette Princesse, sans la Permission du Viceroi.

Il y a lieu de croire, qu'après toutes ces Précautions, ce Chef de l'Ambassade Napolitaine fera son Voyage d'Autriche avec un Esprit tranquille, pendant que son Epouse aura le tems de faire des Vœux, dans sa Retraite, pour la Conservation, & le prompt Retour d'un Mari si aimable, & si soigneux de fortifier les Liens de son Illustre Mariage, par ces Moyens Extraordinaires, sur lesquels toutes les Personnes de Qualité, des autres Nations, ne manqueront pas de faire leurs Remarques particulières, sans avoir besoin d'aucun autre Eclaircissement, pour connoître qu'il y a des Dames qui ne sont pas moins Esclaves en Italie, que celles du Serrail du Grand Seigneur à Constantinople.

Gênes.

III. Les Gouverneurs de cette Ville ont prorogé le Port Franc , pour dix Ans , & mis en délibération de diminuer considérablement les Droits d'Entrée , pour faire mieux fleurir le Commerce.

On a envoyé plusieurs Vaisseaux à *Trepani* , pour en apporter deux mille boisseaux de Sel qu'on doit fournir au Duc de Savoye , avec diverses autres Provisions , que Son Altesse Royale a fait demander à cette République.

Le Doge & les Seigneurs de la Régence ayant reçu Avis que l'Impératrice doit bientôt partir de *Barcelone* , pour retourner à la Cour de *Vienne* , espèrent d'avoir l'honneur de la recevoir dans le Port de cette Capitale , où l'on dit que la Flotte Angloise débarquera les troupes Impériales qui reviennent aussi de *Catalogne*.

Une Galère du Grand Duc de *Toscane* a mis à terre , dans cette même Ville , le Général des Capucins , & Mr. Piero Impériale : l'un des Principaux Gentilshommes de

cet

Mois d'Avril , 1713. 411

cet Etat , en est parti à la fourdine , pour aller à *Rome* , prendre l'Habit de Missionnaire.

Florence.

IV. Le Prince Electoral de *Saxe* ayant pris les Divertissemens du Carnaval dans cette Ville , doit en partir pour se trouver à *Rome* durant les Fêtes de Pâques , en cas que le Jésuite *Salerni* qui doit en revenir bientôt , puisse y régler la Cérémoniel touchant sa Réception.

On dit que le même Jésuite a écrit à ses Amis , que l'Empereur ne veut pas permettre que Mr. *Santini* aille à *Bruxelles* , en qualité d'Internonce du Pape , parce qu'un de ses Frères est au Service du Duc de Bavière.

Bologne.

V. Mr. *Francisco Davia* , l'un des quarante Conseillers du Tribunal de l'Inquisition , a été mis aux Arrêts dans cette Ville , selon l'Ordre qui en est venu de la Cour de *Rome* ; mais on ne peut pas encore découvrir quel en est le véritable sujet.

S 7

Venise.

Venise.

VI. Le Sénat de cette Ville élit, au commencement du Mois dernier, Mr. Pietro, Grimani, présentement Ambassadeur à Londres, pour succéder à Mr. Vettor Zane, qui exerce la même Fonction à la Cour Impériale, & Mr. Nicolas Duodo s'en va à celle de Rome.

On a reçu avis de Constantinople que le Grand Seigneur a fait entendre au Roi de Suède, par un Exprès, qu'il devoit se disposer à partir de Bender, huit jours après l'arrivée de ce Courrier. Si cet Avis n'est pas faux, on en peut tirer la conséquence, que S. M. S. n'a pas reçu l'Echec dont je parlerai dans ma Lettre suivante, touchant les Affaires du Nord.

Les Troupes Prussiennes ont passé dans le Territoire de Verone, & celles de Saxe Gotha commencent aussi d'y arriver, pour continuer leur Route vers l'Allemagne; mais le Régiment Suisse, qui étoit dans le Milanéz, au service de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies, s'étant mis en marche, sur
les

Mois d'Avril, 1713.

les Terres de cette République, Elle l'a obligé de faire *Alte*, & a dépêché un Exprès aux Lignes Grises, pour leur demander qu'elles accordent à ce Régiment le Passage au travers de leurs Montagnes.

Milan.

VII. Le Comte Giule Visconti étant arrivé de Naples le 4. du mois dernier, a eu diverses Conférences avec Mr. le Grand Chancelier, où l'on a parlé entr'autres choses, d'augmenter les Fortifications de Crémone, de Novarre, de Tortone & de quelques autres Places Impériales, pour les mettre à couvert de toute surprise.

On a reçu Avis de Venise, que le premier Dimanche du mois dernier, on y fit, au son de la grosse Cloche, la Lecture d'un Bref du Pape, dans toutes les Eglises, pour des Prières en forme de Jubilé, touchant lesquelles ce Pontife accorde aussi des Indulgences Plénières, à tous ceux qui iront pendant 15. jours faire leurs Vœux au Ciel, dans les principales Eglises de cette Ville, afin qu'il plaise à Dieu de
donner

donner une bonne réusſite à un certain *Projet*, fait par le St. Siège, qui n'a pas trouvé bon de le divulguer pendant que l'Issue en est incertaine : c'est pourquoi je ne puis pas, Monsieur, vous en dire maintenant aucune chose de plus spécifique; mais v^{re} Pénétration fust pour découvrir tout le Mystère.

La Mortalité des Bestiaux ayant entièrement cessé, on a rétabli le Commerce avec tous les Etats Voisins, de même qu'avec ceux d'Allemagne, & du Levant.

Turin.

VIII. Son Altesse Royale de Savoye a envoyé l'Abbé Cumiani auprès des Ecclesiastiques charger de prêcher dans les principales Villes des Etats du Piémont, pendant le Carême, pour les avertir de la part de ce Prince, qu'ils eussent à se tenir dans les Bornes des Textes du Saint Evangile, qu'on lit dans les Messes ordinaires de ce tems-là, sans mêler dans leurs Sermons, aucune chose de ce qui concerne la Guerre, ou la Paix.

On

On s'étoit attendu dans les Etats de S. A. R. que la Paix Générale seroit conclûe dans peu de tems; mais les dernières Lettres qu'on y a reçûes de *Londres*, en font douter, parce qu'il y a encore de grandes Difficultez à surmonter; quoi que l'Evacuation de la *Catalogne* soit résoluë, par les Impériaux, avec les deux Couronnes, & qu'on ait aussi appris que les 16. Régimens François, qui avoient marché vers le *Roussillon*, sont revenus dans le Dauphiné, où ils ont été recrutez, pour marcher vers le Haut-Rhin.

Le bruit court que le Marquis de *Suze*, Frère Naturel de S. A. R. étant allé à *Rome*, semble se disposer à y entrer dans la Prélatûre, & que la Cour de Savoye tâchera de terminer par son moyen, les Différens qu'elle a avec le Pape, touchant la Collation des Bénéfices.

Suisse.

IX. Les Avis reçûs de *Coire*, le 14. du Mois dernier portent, que le même jour, on y avoit ratifié, après de grands Débats,

l'Al-

l'Alliance Défensive, conclûe depuis peu, entre les Trois Lîgues Grises, & les Etats Généraux des Provinces Unies des Pais Bas; Que cette Ratification avoit même été d'abord envoyée à Mr. Salisch Envoyé des Grisons en *Hollande*, pour y être échangée avec celle de L. H. P. Que les Catholiques Romains avoient fait de grandes Oppositions, avec le Baron de Greuth, Ministre de l'Empereur, pour empêcher cette Alliance; mais que tous leurs efforts avoient été inutiles; & que les mêmes Grisons ont accordé le Passage, dans leurs Etats, au Régiment Suisse de Diesbach, que L. H. P. font revenir du Milanez.

Genève.

X. On a fait paroître dans cette Ville une Lettre en Latin, touchant les Motifs de la Guerre & du dernier Traité de Paix, du Corps Helvetique; & comme cette Pièce contient beaucoup de choses très importantes sur cette Matière, dont les Journalistes n'ont pas eu une entière connoissance, pour en faire

part

part aux Politiques, & aux Curieux, je ne doute pas, Monsieur, que vous ne soyez bien aisé que je vous en communique maintenant ici une Traduction Française, faite Littéralement sur l'Original que les Cantons de Zurich & de Berne en ont envoyé à la Diète de *Ratisbonne*.

Lettre des deux Louables Cantons de Zurich & de Berne, écrite à la Diète de Ratisbonne, à l'occasion de la Guerre de Suisse, & du Traité de Paix fait ensuite; avec les Preuves des Engagemens de Mr. l'Abbé de St. Gal dans le Corps Helvetique; & quelques Réflexions sur cette Lettre.

REVERENDISSIMES RSEIGNEURS,

Comme il n'y a pas long tems que nous avons pris la liberté d'informer Vos Révérences, Excellences, & Seigneuries, touchant les Affaires du Toggenbourg, Leur faisant même savoir au long, en quelles extrémités les choses étoient réduites par Mr. l'Abbé de St. Gal; Nous ne

pou-

pouvons maintenant nous dispenser de faire part à Vos RR., des Moyens que la Bonté Divine a mis en usage, pour les amener au point désiré; Savoir à une bonne, & sincère Paix, qui vient d'être conclûe, sous des conditions honnêtes; entre les Cinq Cantons Catholiques Romains, Lucerne, Uri, Switz, Unterwald, & Zug, d'une part, Et Nous les Cantons de Zurich, & de Berne, d'autre part. Or ces Cinq Cantons Catholiques R. sont ceux qui ont tourné contre Nous leurs Armes, & qui ont assisté de toutes leurs Forces Mr. l'Abbé de St. Gal.

II. Dans le tems que tous nos des-seins ne tendoient qu'à la Paix, & que nous n'avions rien tant à Cœur que de l'établir même entre Mr. l'Abbé de St. Gal, & Nous; Nous avons appris avec Douleur, tant par les Lettres dont il a plu à S. M. I de Nous honorer, que par la lecture de deux Decrets Impériaux Commissionnaires, & sur tout, de celui du 30. Juillet dernier: Que certains Brouillons, ennemis de la Paix, ont en l'efronterie de dresser certaines Informations mal fondées, & de publier certains Faits entièrement faux

Faux, tournans à nôtre préjudice, par lesquels ils ont insinué, que, sous divers prétextes, Nous avions excité dans le Comté du Toggenbourg, & autres Pais de l'Abbé de St. Gal, des Troubles, & des Séditions; Et que même parmi les Suisses nos chers Conféderez, Nous avions fomenté des Revoltes, & des Divisions funestes. Ce qui Nous a portez à vous faire, dans cet Ecrit, un recit sincère du véritable Etat des Affaires du Toggenbourg, pour nous servir en tant que besoin sera, sans néanmoins que ceci doive passer auprès de Vos RR. que pour une simple Information.

III. Bien loin que Nous ayons jamais eu la pensée de causer quelque trouble aux Etats de l'Empire, nos bons Voisins; Nôtre plus grand soin a été, comme il le sera toujours, d'entretenir avec eux une étroite & sincère Amitié, conformément à nôtre commune Alliance héréditaire; Mais cependant, si nous nous sommes mêlez des Affaires du Toggenbourg, c'est avec d'autant moins d'incompétence, qu'il n'y a personne qui ne sache la dure Opression que les Habitans du Toggenbourg ont soufferte,

soufferte, depuis plusieurs Années, de la part des Gouverneurs, & autres Officiers du Sr. Abbé de St. Gal. Et notre droit est d'autant plus fort, que nous n'avons fait que suivre en cela l'Exemple de nos Ancêtres. Ce fut par les soins du Canton de Zurich, que la Paix Provinciale fut établie, & affermie dans le Pais du Toggenbourg l'an 1538. Et même dès l'an 1463. à la sollicitation des Parties, qui se rendirent à cette fin dans notre Capitale, par Sentence de notre Conseil, Nous le Canton de Berne; donnâmes Vigueur & Force au Droit Provincial des Toggenbourgeois. Dans la suite, & vers ces derniers tems, lors qu'on a mis en usage la Ruse & la Force contre les Toggenbourgeois, pour abolir leurs Privilèges, qui ont, une liaison très-étroite avec l'heureux Etat de tout le Corps Helvétique, & lors qu'enfin la violence est venue à ce point, que de mettre les Toggenbourgeois sur le penchant de leur totale Ruine, Ils se sont vûs contraints l'an 1700. de porter leurs Griefs, & leurs Plaintes, aux deux Louables Cantons de Switz, & de Glaris, comme jouissans avec eux du même

même Droit Provincial, pour implorer leur Protection, & obtenir par leur moyen la conservation de ce même Droit.

IV. Mr. l'Abbé de St. Gal refusa d'abord de reconnoître ce Droit Provincial de l'an 1400 mais ce Droit lui ayant été prouvé incontestablement, par lesdits Cantons de Switz, & de Glaris, jouissans du même Droit, il fut contraint de le reconnoître; Mais il chercha à l'éluder en lui donnant un sens tout opposé. Ce fût à cette occasion que prenant à Partie lesdits Louables Cantons de Switz, & de Glaris, Il usa de beaucoup d'instances, premièrement auprès des Louables Cantons de Zurich, Berne, Lucerne, & Soleurre, & ensuite auprès de tout le Corps Helvétique, pour qu'il voulut prononcer sur ces Différens; portant ainsi lui-même cette Affaire par devant Nous, & les autres Cantons, selon qu'il le jugeoit alors juste, & raisonnable. Par toutes ces raisons Nous nous sommes crus obligez de nous mêler de cette Affaire, où les Toggenbourgeois firent dès lors comme un Tiers, & à Nous y porter en qualité de Juges, conjointement avec les autres

422 *Lettres Historiques.*
autres Cantons , en vertu des Loix
de notre Confédération. Nous se-
rions , sans doute , venus à bout d'un
acommodement , & selon nos ardens
désirs , après mille tentatives inuti-
les , tous ces différends auroient été
enfin terminés par la Médiation com-
mencée l'an 1706 si cette Médiation
n'eût été rompue à notre insu. L'on
vit alors n'aitre tant de nouvelles
difficultés , qu'il Nous fut facile de
pénétrer la Fourbe , & les mauvais
desseins , que l'on formoit , contre la
tranquillité publique de la Suisse.
Nous donc touchés des maux des
Toggenbourgeois , tant de l'une , que
de l'autre Religion , & ne voulans
point manquer aux Devoirs de notre
Alliance , résolûmes d'empêcher leur
totale ruine , en leur acordant les
secours réels , qu'ils nous deman-
doient les uns & les autres , avec
les dernières instances. En ce même
tems , pour achever de confondre nos
Ennemis , furent découverts les noirs
complots tramés dans le Monastère
de St. Gal , pour la destruction de
la Ville de ce nom , & des Lieux
circonvoisins. De tout ce que nous
venons de dire , il s'ensuit claire-
ment , que ceux-là sont très-mal fon-
dez ,

Mois d'Avril , 1713. 423
dez , qui , pour prouver , que nous
ne devons point Nous mêler des Af-
faires du Toggenbourg , se servent
d'un certain Acte passé l'an 1469.
d'une Consulte de l'an 1599. du Trai-
té de Paix de 1531. & enfin du Trai-
té de Raperswil ; Car il n'est ques-
tion dans tous ces Actes , que de main-
tenir en son entier ce Droit Provin-
cial , que Mr. l'Abbé de St. Gal at-
taque , & s'efforce de ruiner en tou-
tes manières. Ajoutez à cela , que
ce Traité de Raperswil n'a jamais
été reconnu , ni ratifié par Nous.

V. Nous ne pouvons pas même com-
prendre , de quel Droit Mr. le Pre-
lat prétend décliner la Jurisdiction
du Corps Helvétique , & se choisir
à Ratisbonne un Juge incompetent ,
Lui qui , selon l'Usage établi , a dé-
jà porté l'Affaire en question , par
devant le Tribunal des Suisses , ses
Confédérés. L'Incompétence de tout
autre Juge se prouve manifestement
par l'Article 6. de la Paix de Vest-
phalie , qui porte que S. M. I. &
tout le Corps Germanique ont non
seulement reconnu les Suisses libres
& hors des Limites de l'Empire en
général ; Mais même ont déclaré for-
mellement : Que toute la Suisse , la

Tome XLIII.

T

Ville

Ville de Bâle, les autres Cantons, & leurs Confédérés étoient en possession d'une pleine Liberté, hors de la Puissance Impériale, & entièrement exempts de la Jurisdiction des Juges de l'Empire. Et parce que cet Article tire sa force d'un Acte précédent, Nous avons trouvé à propos d'insérer ci-après Num. VIII. la copie de cet Acte.

VI. Outre ce que nous venons de rapporter, Il est notoire que Mr. l'Abbé de St. Gal n'est que Prince Titulaire de l'Empire, de la même façon que les Abbés d'Einselden, de Pfaffers, & de Moury; les Evêques de Coire, & de Sion, & tant d'autres en Suisse. D'ailleurs personne n'ignore, qu'il n'a ni voix ni Séance, non seulement à la Diète de Ratisbonne; Mais pas même dans aucun Cercle de l'Empire, & qu'au contraire il a Voix & Séance dans les Diètes du Corps Helvétique. Par conséquent il est plus clair que le jour, qu'il n'est point Membre immédiat de l'Empire, mais de la Suisse. A quoi il faut ajoûter que les Pais Sujets de Mr. l'Abbé de St. Gal, ont toujours été considérés par les Empereurs mêmes, comme apar-

tenans

tenans au Corps Helvétique, & jamais comme Territoire de l'Empire.

VII. C'est pour cette raison que l'Abbé de St. Gal ne paya rien des cinq millions d'Ecus, que l'Empire fut obligé d'accorder aux Suédois en 1648. quoique pour faire cette somme on eût taxé tous les Membres de l'Empire sans aucune exception. Il est encore très-sûr que les Abbés de St. Gal n'ont pas contribué d'un Sol aux Charges de l'Empire, depuis plus de 200. ans; Et que lors qu'ils en ont été sommés, ils s'en sont défendus en disant: Qu'ils n'étoient point Membres de l'Empire, Mais du Corps Helvétique. Il est même à remarquer que cette Réponse a été faite par Mr. l'Abbé Moderne, Que ses Prédecesseurs voulant se défendre de payer ces Taxes, ont imploré le Secours des Cantons, & que ces Secours leur ont été réellement accordés plusieurs fois, tant vers la fin du quatorzième Siècle, que vers le commencement du quinzième. Et même depuis ces tems là, les Diètes Générales des Cantons ont écrit aux Etats de l'Empire pour les prier de

T 2

ne

ne rien exiger desdits Abbez, à quoi les Etats ont acquiescé.

VIII. Il ne faut pas aussi oublier que les Abbez de St. Gal à raison du Toggenbourg, & des autres Pais de leur Jurisdiction, sont entrez dans cette Alliance & Paix perpétuelle, faite entre les Cantons & la France, & qu'ils jouissent même aujourd'hui des avantages de cette Paix, en ce que le Toggenbourg touche sa part & portion de l'Argent, que, conformément au Traité, le Roi de France paye annuellement au Corps Helvétique: Ce que les Etats d'Allemagne n'eussent point souffert assurément, si le Toggenbourg & les autres Pais de l'Abbé de St. Gal eussent été Territoire de l'Empire. Mais que les Pais de l'Abbé de St. Gal ne soient pas Territoire de l'Empire: C'est une chose aisée à prouver par les Termes mêmes de l'Alliance héréditaire, faite avec l'Empereur Maximilien de glorieuse mémoire, l'an 1511., où entr'autres choses est contenu ce qui suit: A la vérité ce Traité d'Alliance héréditaire de Sigismond Archiduc d'Autriche, ne fut fait qu'avec les huit Cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Uri, Swits,

Swits, Underwald, Zug & Glaris; Mais Nous les Villes de Bale, Fribourg, Soleurre, & Schaffouse; Item l'Abbé de St. Gal, & le Pais d'Appenzel, sommes tous entrez dans cette Alliance des huit Cantons précédens, & avons été joints pour toujours avec eux au Corps Helvétique; avec toutes nos Villes, Châteaux, Pais, & Sujets, pour jouir tous ensemble du même Droit Provincial, & de Combourgeoisie, du consentement & concession particulière de l'Empereur Maximilien, & de Charles Archiduc d'Autriche; lesquels ont voulu, & ordonné, que les Villes ci-dessus mentionnées, savoir Bale, Fribourg, Soleurre, Schaffouse, le Convent & Ville de St. Gal, & le Pais d'Apenzel, tous en général, & en particulier, soient compris dorénavant dans ce Traité d'Alliance héréditaire, à l'égard de tous & chacun des Articles y contenus, ni plus ni moins que s'il étoit fait mention expresse d'iceux dans ledit Traité, & cela nonobstant tout empêchement contradictoire.

IX. Il résulte clairement des Ter-

mes de ce Traité, que l'Empereur Maximilien de glorieuse mémoire, tenoit l'Abbé de St. Gal, & les Pais de sa dépendance, pour être du Corps Germanique, tout aussi peu que le Pais d'Appenzel, qui fait le treizième des Cantons Suisses. Et dans une autre Transaction faite à Bâle l'an 1499. avec ledit Empereur Maximilien, Il est fait mention d'un Gerard Abbé de St. Gal, comme joint aux Suisses par une même Confédération.

X. Et ainsi de même dans toutes les autres, & en particulier dans cette Convention Défensionnelle de l'an 1647. dressée à Wil, dans le Pais de l'ancien Domaine des Abbez de St. Gal, & confirmée l'an 1668. & les suivans, dans laquelle lesdits Abbez sont censez du Corps Helvétique, également comme Lucerne, à raison de leur Territoire. Aussi voit-on, que leurs Soldats ont plus d'une fois porté les Armes avec les autres Suisses, tant contre l'Empire que contre la France.

XI. Enfin, Nous les deux Cantons ci-dessus mentionnez, espérons que VV. R.R. auront la bonté de considérer que comme les Réunions de

la France sont fort desagréables à l'Empire, de même de pareilles réünions, défendues par l'Article 6. du Traité de Vespbalie, nous causeroient à Nous le dernier déplaisir, sur tout après une Possession paisible de plus de deux cent ans, & confirmée par le silence du Cercle de Suabe; D'autant qu'il est facile de conjecturer, quelles suites fâcheuses ces Réünions peuvent avoir pour la Liberté du Corps Helvétique.

XII. Et même pour dire un mot de cette ancienne Capitulation des Empereurs, où il est parlé de la Perquisition, & Réintégration des Domaines, Fiefs, & autres Biens appartenans à l'Empire, particulièrement en Italie & en Suisse, aliénez ou engagez, Nous ne doutons point que ce ne soit pour les raisons ci-dessus alléguées, que, lors qu'on lui donna sa dernière forme, on en ôta l'Article concernant la Suisse, lequel y avoit été depuis pen inséré.

XIII. De là vient que Nous sommes très surpris, que Mr. l'Abbé de St. Gal ait osé nous objecter si souvent, que le Toggenbourg est un Fief Impérial; Puis qu'il ne s'agit point ici de cela, & que Nous avons

toijours laissé, & laissons encore la chose, telle qu'elle est, sans y toucher en aucune sorte. Cependant, nous ne pouvons nous empêcher de dire, que les Abbez du tems passé ne se sont jamais servis du Terme de Fief; D'autant que si ce mot emporte Défense & Protection, il répugne directement au Droit Provincial desdits Abbez, & au Traité Défensionnel de l'an 1451. entre Eux, & les LL. Cantons de Zurich, Lucerne, Switz, Glaris, dans lequel ils ont promis, avec Serment, de ne demander Secours & Protection, qu'à ces seuls Cantons. Outre que le Fief ne fait ni Vassal, ni Sujet, & conséquemment rien du tout, si ce n'est qu'en tems de Guerre on n'ait satisfait au Contingent pour la déclaration du Fief.

XIV. De sorte que ce Fief, jusqu'ici inconnu à l'un & à l'autre Canton, doit être mis au nombre de ceux que les Jurisconsultes appellent Fiefs Dégénerez, puis que par la teneur du Traité Défensionnel, & en vertu du Droit Provincial, tout ce à quoi on est engagé regard le seul Corps Helvetique, & point du tout l'Empire Romain. De quel Droit donc

donc Mr. l'Abbé de St. Gal ose-t-il requérir Protection de l'Empereur & de l'Empire, & prétendre qu'ils sont tenus de le secourir, puis qu'entre Eux & Lui il n'existe aucuns devoirs réciproques?

XV. Il est donc clair qu'en tout ceci, ni en effet, ni en notre intention. S. M. I. ni l'Empire ne souffrent aucun préjudice; Et par conséquent Nous nous flatons que Vos RR. ayant égard aux raisons que nous venons d'exprimer, & que nous exposerons au premier jour, encore plus clairement, voudront bien se défaire en notre faveur de toutes les Pensées sinistres, qu'on leur a peut-être inspirées contre nous, obliger Mr. l'Abbé de St. Gal d'entendre à une Composition amiable, & maintenir en leur entier nos Privilèges, & Droits Territoriaux, plutôt que de souffrir, que dans une Cause si juste, notre Repos soit troublé, & cette Amitié rompue, qui dure entre Vous, & Nous depuis plus de deux Siècles.

XVI. Enfin, Nous attendons de votre Equité, Reverendissimes Seigneurs, que Vos RR. daigneront nous accorder ce dont nous les Supplions avec affection; Et notre atten-

te est d'autant mieux fondée, que
notre Conscience ne nous reproche
rien, dans notre manière d'agir, qui
puisse donner lieu d'avoir de nous des
sentimens desavantageux. Vous pro-
testant, au reste, que le Service que
nous espérons de Vous, sera reçu
dans notre Cœur avec toute sorte de
reconnoissance, & que Nous prie-
rons la Divine Majesté d'accroître
votre Prospérité & votre Bonheur.
Donné au nom de l'un & de l'autre
Canton, & Scellé de notre Sean de
Berne le 4. d'Août 1712.

Après que cette Lettre a été en-
voyée, Celui, qui par une suite
de son zèle pour les deux Illus-
tres Cantons, a voulu en faire
part au Public, a crû aussi qu'il
ne seroit pas inutile de presser
quelques Raisons qui ne s'y trou-
vent qu'en abrégé, & autant
qu'on peut traiter les Matières
dans une Lettre, & d'ajouter
même quelques Faits de sa con-
noissance: Tout cela se peut ré-
duire à trois Réflexions.

LA première, que ce qui a fait le
Sujet de la Dispute, ne regarde
points.

point la prétendue Subjection Féo-
dale du Comté de Toggenbourg, il
roule uniquement sur la Liberté Spi-
rituelle & Temporelle des Peuples
qui le composent, il se renferme à
l'Obligation de Mr. l'Abbé de St.
Gal dans leur Gouvernement, sui-
vant les Passions intervenues, la
Coutume & les Règles qui ont aquis
l'Autorité d'une Loi fondamentale:
La Distinction des Religions n'y en-
tre pour rien, les Evangéliques &
les Catholiques se sont également unis
dans les Députations qu'ils ont faites
pour reclamer la Protection des Can-
tons, contre les entreprises de Mr.
l'Abbé de St. Gal, les Premiers se
sont plaints du Trouble qu'il appor-
toit à l'Exercice de leur Religion,
& tous ensemble, de l'Oppression que
sa Force & sa Durée rendoient
autant insupportable, qu'elle étoit
contraire à ces Passions & à ces
Règles.

La Seconde, que cet Abbé ne sau-
roit desavouer que l'Investiture qu'il
a recherchée ne s'opose à ses vûes:
Car s'il a voulu être Vassal de l'Em-
pire, ce Projet n'a rien décidé ni
pu décider contre ceux avec qui,
Lui & le Comté étoient précédem-
ment

ment liex par des engagemens formels pour faire inséparablement partie d'un même Corps libre. En effet cette Investiture réserve expressément le Droit du Tiers, Réserve qui ne sauroit s'appliquer qu'à ceux qui avoient déjà un Droit. Or on ne peut le trouver que dans la Liberté du Corps Helvétique, dans la Souveraineté des Cantons, dans leur Judicature, & dans les Engagemens de leur Protection, qui sont également sans bornes, & d'un Etablissement plus ancien que cette Subjection recherchée.

D'ailleurs cette prétendue Subjection ne peut point établir la nature d'un Fief propre, elle ne se trouve jamais que dans la Concession d'un Bien libre faite par celui qui en est le Maître, Tout autre moyen dégénère de la Qualité féodale, sur tout quand il s'agit d'une Soumission faite volontairement, de son bien propre & indépendant, au profit d'un autre Seigneur: Cette Espèce de Fief s'appelle dans le langage des Feudistes, un Fief offert, Feudum oblatum, Ils ne lui refusent pas seulement la Relation étroite qui forme celui qui est propre, Ils ne permet-

tent

tent pas à celui qui veut subir le Jong du Vasselage, de changer les Constitutions qui se trouvoient établies entre Lui & ses Sujets, parce qu'il ne peut transférer plus de Droit qu'il n'en a, au profit de celui à qui il veut se soumettre, Et encore moins peut-il rompre les Liens contractez avec d'autres Puissances, avec qui il ne fait qu'un même Corps. On se contente d'indiquer ici les Maximes Féodales sans pousser la matière, Parce que comme la Lettre s'en est déjà expliquée, son Objet n'est point de contester sur la qualité du Fief, Il n'en est pas question, & par ce-la même, l'Auteur de cette Addition ne se propose aussi d'autre But, que de mieux faire connoître au Public, combien la prétention de Mr. l'Abbé de St. Gal est Vaine & de démontrer, par conséquent, toujours mieux la Justice de la Conduite des deux Louables Cantons.

La Troisième qui forme une raison puissante pour soutenir cette seconde Réflexion, est fondée sur les démarches que Mr. l'Abbé de St. Gal a faites il y a environ dix ans, pour traiter une Alliance avec S. M. I. Leopold de glorieuse mémoire: Ce des-

T 7

seins

sein n'a pas été plutôt connu du Corps Helvétique, qu'il s'est élevé par une Opposition, contre cette Innovation, Il a regardé ce Desein comme contraire aux Engagemens précédens que l'Abbé avoit pris avec Lui, Il en a fait la Matière de plusieurs Abcheids aux Diètes de Baden, après s'en être hautement plaint à Mr. de Trautmansdorff Ambassadeur de Sa dite Majesté Impériale, Et Mr. l'Abbé convaincu que ce Procédé ne répondoit pas à ses Engagemens avec le Corps Helvétique, a pris le parti de promettre qu'il se dissisteroit de cette Alliance, qu'elle fut consommée ou un simple Projet: Ces faits sont justifiés par les Registres des Diètes, & un peu d'attention fera comprendre à ceux qui voudront bien se donner la peine de considérer la chose de près, qu'une Relation feodale, proprement dite, n'avoit pas besoin du secours d'une Alliance, & qu'une Alliance éloigne l'idée d'une Relation Feodale, puis que le rapport d'entre le Seigneur & le Vassal, forme une Alliance des plus étroites; C'est pour cela que les Feudistes appellent cette Relation du mot de Foedus Alliance, & que leur Règle la plus certaine

certaine consiste à établir entre le Seigneur & le Vassal une Obligation réciproque ad paria judicantur. Or Mr. l'Abbé de St. Gal ne pouvant point satisfaire à cette Obligation, à cause du Lien contracté avec les Cantons, Il n'a aussi pu s'unir avec l'Empire, à leur préjudice, ni par un Lien feodal, ni par une Alliance: C'est ce qu'il fust de faire voir, sans entrer en connoissance de la Question du Fief, ni dans l'Examen de cette prétendue Alliance.

Voilà, Monsieur, bien des Faits importans, sur lesquels je n'ajouterai point d'autres Réflexions, parce qu'il est tems de mettre des Bornes à cette Lettre, par laquelle vous pourrez assez connoître, que je suis toujours votre serviteur.



LET.

LETTRE II.

Affaires du Nord.

Varsovie.

MONSIEUR,

I. Le Conseil des Sénateurs que le Roi Auguste tenoit dans cette Ville, depuis la séparation de la Diète Générale infructueuse des Etats du Royaume, finit le 2. du mois dernier, après avoir pris les Résolutions suivantes.

I. Qu'on fera assembler incessamment toutes les Diètes Provinciales.

II. Qu'attendu qu'on ne peut procurer à la République, aucune Paix raisonnable, sans employer la force des Armes, Sa Majesté exhortera, par des *Universaux*, toutes les Provinces, & tous les Districts, à vouloir payer, du moins pendant cette Année, les Taxes imposées ci devant, par la Diète Générale de *Lublin*, afin de pouvoir mettre en bon état l'Armée de ce Royaume, & dégager aussi les Joyaux de la Couronne, qui

ont

ont été hipotéquez pour la Ville d'*Elbing*.

III. Que comme le Pape offre de fournir de l'Argent à la République, en cas qu'elle soit obligée de faire la Guerre contre les Turcs, il est juste qu'on envoie des Députés à *Rome*, pour en faire des Remerciemens à Sa Sainteté.

IV. Que puisque le Grand Trésorier de la Couronne, offre de faire voir que la République lui est redevable au delà de ce qu'il a reçu des Revenus Publics, il est autorisé d'emprunter quelque Argent, pour être employé à payer l'Armée de la Couronne, & à tout ce qui peut tendre à la Conservation des Forteresses les plus exposées.

V. Qu'en cas qu'on vienne à entrer en Négociation de Paix avec les Suédois, l'Evêque de Cujavie, les Palatins de Podolie & de Marienbourg, le Général Flemming, le Grand Ecuyer de Lithuanie, & divers autres Plénipotentiaires, iront au lieu qu'on nommera de part & d'autre, pour en traiter; & que l'Evêque de Livonie ira aussi à la Cour de Vienne, en qualité d'Ambassadeur du Roi & de la République,

blique, pour y entretenir une bonne Harmonie avec Sa Majesté Impériale, & tous les Princes d'Allemagne.

Nonobstant tout cela, Monsieur, cette Diète qui vient de se séparer, bien loin de s'accorder sur les Précautions qu'on eût pû prendre, pour la Sûreté de la République, Elle a fait voir que la Division est si grande parmi la Noblesse Polonoise, qu'il y a lieu de présumer que le Roi de Suède y a encore assez de Partisans, pour éloigner la Paix de ce Royaume desolé, s'il n'arrive pas dans ce Pais-là, ou dans les autres Contrées du Nord, quelque changement extraordinaire qui y fasse cesser les Troubles de cette funeste Guerre.

Il semble que pour y rétablir la Tranquillité Publique, il ne reste plus aucun autre moyen que celui de ruiner entièrement l'Armée Suédoise dans le Holstein; mais il ne paroît pas bien certain, jusqu'à présent, qu'il y ait lieu de s'en flater, depuis que le Comte de Steenbock a trouvé le moyen de la mettre dans un Camp fortifié de toutes parts, & inaccessible sous l'Abri du Canon de Tonningue. On

On convient que ce Général peut manquer de beaucoup de choses, dans la situation où il se trouve; mais on ne peut pas prévoir toutes les Ressources qui peuvent lui résister, pour être secouru, soit par une Diversion, soit par l'Arrivée du Transport que les Suédois ont projeté de lui faire par Mer; & quand même tout ce qu'il espère de divers endroits manqueroit de réussir, il ne lui sera peut-être pas impossible dans la suite du tems, de surprendre, ou de forcer quelques-uns des Quartiers où les Troupes des Alliez sont assez écartées, comme les Avis du Holstein le marquent, pour lui laisser gagner une Marche, ou deux, vers la Pologne, avant qu'elles aient le tems de se joindre en un Corps d'Armée suffisant pour lui résister, ou pour l'attaquer dans sa Retraite, qui le mettroit en état de se disposer à faire de nouveaux Exploits de Guerre, aussi funestes aux Troupes des Couronnes Alliées contre la Suède, que l'ont été les précédentes.

C'est pourquoi on travaille incessamment à prévenir tout cela,

tant par le moyen de la Flote Danoise de 30. Vaisseaux de Guerre, qu'on équipe de nouveau à *Copenhague*, d'où l'on a déjà envoyé à *Elfenour* deux gros Navires Chargez de Canons, de Mortiers, de Bombes, de Boulets, de Grenades & plusieurs autres Munitions de Guerre, de même qu'à *Husum*, où les Alliez ont aussi fait transporter tout ce qui est nécessaire, pour servir contre la Ville de *Touninguen*, dont ils veulent entreprendre le Bombardement, afin d'en chasser les Suédois, & de leur ôter tous les moyens qui leur restent pour subsister, & de se défendre dans leur Camp épaulé de cette Place fortifiée.

On attend avec impatience des Nouvelles des Palatins, qui sont allés conférer sur la Frontière avec les Commissaires Turcs, pour savoir si les Bruits qui courent touchant le Roi de Suède sont véritables: cependant, Monsieur, je vous dirai maintenant, dans l'Article ci-après, tout ce que j'en ai pu savoir, par des Avis dont les Circonstances ne sont pas entièrement conformes, c'est pourquoi je vous en

laisse

laisse faire le jugement qui vous paroîtra le plus vrai semblable à la situation des Affaires incertaines de ce Prince, dont on publie la Catastrophe suivante.

Cracovie.

II. Plusieurs Avis de Transylvanie portent, que lorsque tout étoit prêt à *Bender* pour le Départ du Roi de Suède, le Kan des Tartares, & le Seraskier de cette Ville ayant communiqué à Sa Majesté, qui étoit à *Warnitza*, dans le Territoire de *Liscanor*, les derniers Ordres du Grand Seigneur, pour le porter à se retirer des Frontières de Turquie, s'il ne vouloit pas y être contraint par la Force; comme on l'en avoit menacé depuis long tems, ce Prince ayant répondu qu'il n'y avoit aucune Puissance au monde, que Dieu seul, qui pût lui commander, & qu'il se défendrait contre toute sorte de Violence, jusqu'à répandre la dernière goutte de son sang; on fit incontinent les Dispositions nécessaires pour l'attaquer.

Cela ne fut pas néanmoins d'abord exécuté, à cause que les Janissaires

nissaires refusèrent d'obéir, sans qu'on sache pour quel motif, & en vinrent même si loin, qu'ils députèrent quelques Officiers vers le Roi de Suède, pour l'assurer qu'ils ne vouloient pas agir contre sa Personne; mais ce Prince s'étant méfié de ces Députez, & les ayant même renvoyez peu contens, cela piqua si fort les Janissaires, qu'ils furent les plus animez à l'Attaque.

On donna ensuite l'Assaut à un Retranchement, qui fut forcé. Les Suédois qui le défendoient y perdirent beaucoup de monde, de même que les Turcs & les Tartares, dont l'Attaque fut fort vive & meurtrière, parce que les Suédois leur résistèrent avec tant de courage, qu'on dit que le Roi tua lui-même plusieurs Janissaires.

Sa Majesté se retira ensuite dans son Palais, qui étoit aussi retranché & palissadé; mais les Turcs y ayant mis le feu par des Bombes, & ce Prince n'ayant presque plus de monde pour sa Défense, il se vit contraint de se rendre, pour n'exposer pas sa Personne à de plus grands Malheurs; les Officiers
Turcs

Turcs lui ayant promis de ne lui faire aucun mal, s'il se rendoit.

S. M. avoit déjà reçu une Blessure au Visage, & une autre à l'Epaule, & il ne lui restoit plus que 15. Suédois: Elle a donc été obligée de partir, pour être conduite à *Thessalonique*, sous une nombreuse Escorte de Turcs.

Le Roi Stanislas ne s'est pas trouvé à cette Action, non plus que Mrs. Potocki, Sapieha, Tarto & Smigielski, qui se sont mis sous la Protection du Kan des Tartares, dans la crainte d'être livrez entre les mains du Roi Auguste de Pologne.

Outre ces Particularitez, il y en a encore quelques autres, touchant les Desseins des Turcs, par rapport au Roi de Suède; & entr'autres qu'ils garderont Sa Majesté, jusqu'à-ce qu'Elle ait remboursé toutes les sommes que la Porte Ottomane lui a avancées; mais ce ne sont que des Raisonnemens prématurez, dont on ne pourra être éclairci que par d'autres Lettres d'*Andrinople*.

On les attend avec d'autant plus d'impatience, que jusqu'à présent
on

on n'a pû pénétrer le véritable Dessein des Turcs, ni dans quelles vûes ils font de si grands Préparatifs de Guerre, qui surpassent tous ceux qu'ils ont faits ci-devant, contre les Moscovites.

Cependant, on a reçu une autre Relation de *Moldavie* sur le même sujet, dans laquelle on trouve plusieurs Circonstances particulières de cette Catastrophe du Roi de Suède, qui sera un jour très fameuse dans l'Histoire de ce Prince; mais comme il y a encore lieu de douter que toutes les Circonstances extraordinaires qu'on en rapporte soient véritables, je croi, Monsieur, que vous serez content de trouver maintenant ici la Substance des principaux Faits qui sont répandus dans plusieurs grandes Lettres, touchant cette Matière, dont voici un Abregé le plus succinct qu'il m'est possible de vous en faire.

Ilus Aga *Capetzybassy*, c'est à dire Premier Huissier du Sultan, arriva le 10. de Février à *Bender*, avec des Lettres d'Ordre, que les Turcs nomment *Haliseriff*, adressées au Kan des Tartares, & qui

ser-

servoient en même tems de Réponse à une Lettre envoyée au Sultan par le même Kan des Tartares, & par le *Paschia de Bender*, laquelle étoit aussi signée par le premier Ecuyer, ou *Imbrichon Aga*, & par le *Crausbascy*.

Le Kan ayant reçu cette Réponse sortit de *Bender*, avec quelques Troupes, & prit son Quartier dans le Domaine de *Liscanor*, où le Roi de Suède avoit sa Maison, qui porte le Nom de *Warnitza*. Il avoit aussi fait amener avec soi quelques Pièces d'Artillerie, qu'il fit braquer dans un Lieu commode, contre ce Palais Royal: & ayant aussi fait distribuer à ses Troupes de la Poudre & du Plomb, avec des Grenades & d'autres Munitions de Guerre, il ordonna qu'elles se tinssent prêtes pour attaquer ce Château le lendemain au point du jour.

Il fit ensuite demander aux quatre Grands de Pologne, qui après l'être venu voir, étoient retournés dans le Palais de Sa Majesté Suédoise, s'ils vouloient en sortir, ou s'ils aimoient mieux périr avec ce Prince. Ils lui répondirent qu'ils ne s'étoient retirés là depuis deux

Tome XLIII.

V

jours,

jours, que parce qu'ils craignoient d'être livrez au Roi Auguste; mais que si le Kan vouloit leur donner, dans cette facheuse conjoncture, des Lettres de Protection, signées par lui-même, & par les autres Seigneurs marquez ci-dessus, ils sortiroient incontinent du Palais Royal pour venir chez lui: & ayant reçu ces Lettres, ils se rendirent dans sa Tente, comme je le dirai ci-après.

Le lendemain à 9. heures du matin les autres Troupes des Turcs & des Tartares, qui étoient restées dans *Bender*, en sortirent sous le Commandement du Bacha & du Cadis de cette Ville, & sous celui du premier Ecuyer du Sultan, de *Linsbascy*, & de plusieurs autres Généraux.

Ceux-ci ayant aussi pris avec eux 12. Pièces de Canon, fermèrent les Portes de *Bender*, & se rendirent à *Warnitza*, où étant arrivez, ils firent la Disposition pour l'Attaque de cette Place; les Janissaires & les Tartares s'étant postez à un côté du Palais, d'autres Soldats apellez *Gebetzi* se rangèrent de l'autre, & l'Artillerie étoit au milieu.

Les

Les Dispositions étant faites de cette manière, les Grands de *Pologne*, qui étoient encore auprès du Roi de *Suède*, demandèrent une Escorte pour les conduire au Camp des Turcs, & l'ayant reçue, ils sortirent, & se rendirent auprès du Kan des Tartares, qui leur fit un bon accueil.

Cependant, Sa Majesté *Suédoise* avoit envoyé au *Serafsquier* Mr. *Crotius* son Chambellan, avec ordre de lui demander, pourquoi on faisoit ces Etranges Préparatifs de Guerre; sur quoi le *Serafsquier* répondit, que le Roi en avoit donné le sujet lui-même, & ajoûta, qu'il y avoit déjà quatre Ans que Sa Majesté avoit trompé le Sultan, & que refusant encore maintenant de sortir du Pais de Sa Hauteffe, qui en avoit donné les Ordres, on faisoit encore savoir à ce Prince Chrétien, qu'on ne souffriroit pas qu'il restât plus long tems dans ce Château; non pas même une heure; mais qu'en cas qu'il voulût conserver l'Amitié du Sultan, il devoit en sortir incontinent, pour venir avec lui à *Bender*.

On dit que le Chambellan *Crotius*

V 2

tius

tius répondit sur cela , *comment est-il possible que le Roi mon Maître puisse abandonner son Palais dans ce moment , puisqu'on n'a point encore fait les Préparatifs nécessaires , pour conduire Sa Majesté en toute sûreté dans ses Etats ?*

Le Serafsquier interrompit ce que le Chambellan vouloit encore ajouter à ce Discours , & lui dit que le Roi devoit sortir de là sans aucun Delai , & aller incessamment à Bender , sous l'Escorte des Janissaires , où il auroit le choix de toutes les Maisons de cette Ville , & même de celle du Serafsquier , laquelle étoit un Palais Royal , où S. M. pourroit rester quelques jours , en attendant qu'on eût préparé toutes les choses nécessaires pour son Retour en Suède.

Crotius étant retourné auprès du Roi son Maître , pour lui communiquer cette Réponse , & ayant conféré pendant un quart d'heure avec Sa Majesté , il revint chez les Généraux Turcs , & leur dit ; *Que le Roi souhaitoit de pouvoir rester dans son Palais , jusqu'à ce que tous les Préparatifs pour son Départ fussent tels qu'ils devoient être pour un Voyage*

Ennemis *ge*

ge non seulement fort long , mais aussi très dangereux , à cause des Embûches que ses Ennemis lui tendent de toutes parts ; & que par conséquent il ne lui étoit pas possible d'aller incontinent à Bender , avec tant de précipitation , attendu que ni le Sultan , ni l'Ambassadeur Suédois qui est à la Cour Ottomane , n'avoient point encore notifié à Sa Majesté qu'on la vouloit chasser de Turquie , & qu'Elle espéroit d'y recevoir encore pendant quelque tems , la continuation des Faveurs & de la Protection du Grand Seigneur.

Le Serafsquier , le Kan & les autres Généraux Turcs , ayant entendu cela , donnèrent le signal à leurs Troupes , pour attaquer le Château Royal de *Warnitza* , contre lequel on fit aussitôt deux Décharges de toute l'Artillerie ; mais les Janissaires qui avoient ordre de se mettre à la tête des autres Troupes , pour aller à l'Assaut , refusèrent absolument de servir contre le Roi , nonobstant que le Cadis leur fit la Lecture des Ordres du Sultan , qu'ils révoquèrent en doute , sous prétexte que ces Lettres Patentes étoient peut-être supposées par les

V 3 *Ennemis*

Ennemis de Sa Majesté Suédoise.

Le Kan & les Généraux Turcs, voyant qu'ils ne pouvoient rien obtenir de ces Janissaires, les firent séparer des autres Troupes, & retourner à *Bender*, où ils ramenèrent la plupart de l'Artillerie; mais le Dimanche 12. de Février, tous les Officiers des Janissaires s'étant rendus chez le Roi, Lui promirent leur Protection, & s'obligèrent avec Serment, qu'en cas qu'Elle voulût se confier à eux, ils ne la livreroient point, ni au Kan des Tartares, ni au Sersquier; & qu'ils la conduiroient en toute sûreté auprès de leur Empereur même.

Sa Majesté Suédoise leur ayant fait entendre qu'Elle ne sortiroit point de ce Château, nonobstant tout ce qu'ils pourroient faire de leur Chef particulier, ou de concert avec les autres Turcs, ils firent tellement irriter, que s'étant jettés sur les Troupes Suédoises qui gardoient cette Place, ils prirent trois cens Soldats après les avoir desarmez, & en mirent plusieurs autres en fuite; mais le Roi & plusieurs de ses Officiers, avec quelques autres Personnes, se jettèrent dans les Re-

tranchemens

tranchemens de ce Château fortifié, pour s'y défendre opiniâtement, les Janissaires le firent bombarder jusqu'au soir, & voyant que le Roi ne vouloit point encore en sortir, ils mirent le feu en deux endroits différens où il étoit à couvert; ce qui obligea enfin Sa Majesté qui n'avoit plus que 15. Officiers auprès d'Elle, de se rendre Prisonnier, entre les mains d'un Lipean, commandant des Janissaires, par lesquels ce Prince fut conduit auprès du Sersquier, qui l'embrassa, & la consola, avant que de le faire monter à cheval, pour la transporter à *Bender*; & voyant que Sa Majesté étoit blessée au Nez & à la Main Droite, il fit marcher deux Officiers à ses côtes, qui étant montez avantageusement, la soutinrent de part & d'autre, jusqu'à ce que ce Prince affligé arriva dans cette Ville, où le même Sersquier le fit loger dans son Palais, & donna 1000. Ecus aux Janissaires qui l'avoient pris.

On dit qu'il est resté un grand nombre de Janissaires dans ces différens Combats, & entr'autres 4. Agas, un Murza, & 400. Turcs.

tranchemens

V 4

A

A quoi on ajoûte que Mr. Fleischman, Secrétaire Impérial, a écrit d'*Andrinople*, au commencement du Mois dernier, que ces Faits sont véritables, & que les Turcs ne se font porter à cette Extrémité si fâcheuse, contre une Tête Couronnée, que parce que le Mufti avoit déclaré au Grand Seigneur, qu'on ne pouvoit pas, suivant la Loi des *Musulmans*, permettre à un Prince Chrétien de faire un si long séjour en *Turquie*, ni entreprendre une Guerre pour lui, quand il n'y avoit point d'apparence qu'il pût procurer des Avantages à la Religion Mahometane.

On a reçu quelque tems après, des Avis de *Transilvanie*, qui portent, que les Turcs gardent si exactement les Passages de *Moldavie*, que les Espions qui ont trouvé le moyen d'y aller, & d'en revenir, assurent qu'on avoit effectivement arrêté à *Fassy* plusieurs Officiers Suédois; mais qu'ils ont été relâchez peu de tems après, & que les Turcs continuent à faire de grands Préparatifs de Guerre, sans qu'on sache pour quel Dessein.

Saxe.

Saxe.

III. Les Lettres de *Leopol & de Caminiec* assurent, que les Turcs conduisent le Roi de *Suede* de *Bender à Tessalonique*; & d'autres Avis disent, qu'on devoit mener ce Prince à *Andrinople*, & qu'il est mort en chemin, d'une Contusion à la Tête, qui avoit été négligée par son Chirurgien; mais cela mérite Confirmation, de même que les autres Particularitez du véritable état où se trouvent maintenant toutes les Affaires de ce Monarque en *Turquie*.

Cependant, tous les Bruits qui ont couru touchant son Emprisonnement, ont été confirmés par un Exprès, à qui le Roi Auguste a donné 200. Ducats lorsqu'il en a apporté la Nouvelle à Sa Majesté en *Pologne*, le 19. du Mois dernier.

Depuis ce tems-là le Kan des Tartares a fait assurer le Comte de *Sieniawski*, Grand Général de l'Armée de la Couronne, que le Sultan enverra dans peu une Ambassade à Sa Majesté Polonoise, qui a résolu de continuer la Guerre.

V 5

re

re avec le Czar, contre les Suédois, jusqu'à ce que le Sénat de *Stockholm* ait reçu les Plein-Pouvoirs nécessaires pour traiter de la Paix, avec le Général *Steenbock*, qu'on dit avoir fait depuis peu, diverses offres pour cela.

Le Comte de *Sapieha*, Staroste de *Bobruski*, a aussi écrit de *Bender* le 21. du mois de Février, à un de ses Amis qui est à la Cour du Roi *Auguste*, pour l'informer des Changemens arrivez en *Turquie*, au sujet du Roi de *Suède*, & pour savoir dans quelles Dispositions on trouvera Sa Majesté *Polonoise*, à l'égard de ceux qui reviendront de la Cour de *Bender*, pour embrasser son Parti, quand ils pourront être assurez d'avoir une Amnistie en *Pologne*.

Voici la Copie d'une Lettre très considérable sur cela, écrite de *Bender*, par le Colonel *Urbanow*, qui étoit encore au Service du Roi de *Suède* quand il l'adressa à un Ministre d'Etat à *Varsovie*, le même jour que la précédente du Comte de *Sapieha*, dont je ne vous ai pas rapporté toute la teneur, parce qu'il vous suffira, Monsieur, de

voir

voir le Contenu de celle-ci, pour être informé au juste de ce qui s'est passé de plus remarquable & de plus important, dans ce fameux Evénement, que ce Colonel exprime en ces Termes.

Nous sommes tous vendus, aussi bien que le Roi de *Suède* notre Maître. Le 12. de ce Mois, tous les Généraux, Officiers, & Soldats, furent faits Prisonniers par les Turcs. Le Roi se retira ensuite dans son Palais fortifié, avec une trentaine des Siens: Nous nous y sommes défendus vaillamment pendant près de 8. heures. On ne peut pas exprimer tout ce qu'a fait le Roi irrité, qui s'est défendu en désespéré. Je suis percé d'entre en outre. Après avoir soutenu jusqu'à la dernière extrémité le feu des Turcs, le Roi a été contraint de se rendre Prisonnier, & S. M. est conduite à *Andrinople*. J'avois dessein de l'accompagner, avec 8. Trabantes, & 30. Dragons Suédois; mais le *Bacha* n'a pas voulu nous laisser passer. Le Général *Spar* se trouve ici. Le Colonel *Mentzer* a suivi le Roi, avec environ 30. Cavaliers. Les

V 6

Généraux

Généraux Dablbors & Hil, sont bleffez, de même que Grootbuisen & autres. Nos Seigneurs Polonois ont entièrement abandonné le Roi. Le Kan a remis au Staroste de Bobruiski tous les Drapeaux Polonois, qui ont été transportez en Valachie. Le Roi Stanislas est detenu honorablement à Jassi, dans un Cloître : Dieu sait ce qu'ils ont dessein d'en faire. Je vous prie, au Nom de Dieu, de ne pas négliger nos Intérêts auprès du Roi, &c.

Les Lettres de Lublin du 20. du Mois dernier portent, que le 13. il arriva à Leopold deux Envoyez Turcs; savoir Soliman Aga, de la part du Bacha de Bender, & Adula Murza, de la part du Kan des Tartares: & on dit que leur Commission consiste à demander au Roi Auguste, & à la République de Pologne, ce qui est contenu en Abregé dans les cinq Articles suivans.

I. Qu'il plaise à Sa Majesté de permettre, que les Seigneurs Polonois, qui sont à Bender, puissent revenir dans leur País, & y rester paisiblement.

I L

II. Que la République déclare positivement si Elle assistera les Moscovites, ou non.

III. Que la Paix soit confirmée à perpétuité avec la Porte.

IV. Que le Roi Auguste soit reconnu pour légitime Souverain des Etats qu'il possède.

V. Que le Général de la Couronne, & la République à qui il sont adressez, les expédient promptement.

Les derniers Avis touchant le Roi de Suède portent, que le Grand Seigneur ne le fera pas conduire à Thessalonique; mais à Constantinople, ou dans quelque autre Port de Mer, pour le faire transporter sur les Côtes de France, du côté de la Mer Méditerranée, d'où il pourra être envoyé en Suède, sur quelque Vaisseau de Sa Majesté très Chrétienne, en passant le Détroit, & faisant voile dans la Mer Oceane, soit le long de la Manche, ou ailleurs, jusques dans la Mer du Nord, & par ce moyen il n'aura pas besoin de cette grande Escorte que la Porte Ottomane avoit projeté de lui donner, pour le faire passer Triomphant dans les Etats des autres Couronnes.

V 77

ronnes des Païs Septentrionaux.

Ces Avis donnent lieu de douter que ce Prince soit mort en chemin, comme on en fait courir le Bruit, sur quelques Lettres particulières de ces Contrées-là ; d'où l'on a aussi écrit en dernier lieu, que le Roi Stanislas a été transféré de *Jassy* à *Ackierman*, par ordre du Sultan, & que le Palatin de Kiovie a été mené Prisonnier à *Brailow*, qui est une petite Ville du Royaume de Pologne, dans la *Basse-Podolie*.

Voilà, Monsieur, tout ce que je puis vous dire maintenant de plus précis, sur ces importantes Affaires, qui ne manqueront pas de changer bientôt les Dispositions de la Guerre, qui trouble depuis si long tems les Peuples du Nord, où il semble que la Paix commence de s'approcher, comme vous pouvez en juger vous-même, par tout ce qui vient de vous être communiqué de la part de votre serviteur, &c.

2222

LET-

LETTRE III.

Affaires d'Allemagne.

Vienne.

MONSIEUR,

I. Les Conférences qu'on a tenues à la Cour Impériale sur l'Etat des Affaires présentes, & dont les Résultats ont été envoyez au Congrès de la Paix à *Utrecht*, y ont enfin produit une Convention très importante, pour l'Evacuation de la *Catalogne*, & l'Armistice dans toute l'Italie; en telle sorte que la Guerre semble devoir finir bientôt dans les autres Etats où les Hauts Alliez ont encore des Intérêts à régler avec la France & l'Espagne.

Cependant, Monsieur, voici une fidèle Copie de ce Traité, que Sa Majesté Impériale & Catholique a fait envoyer à *Barcelone* & en *Italie*, afin qu'il y soit exécuté selon la Teneur des XIV. Articles suivans, à la fin desquels vous trouverez aussi l'autre Traité qui concerne son Altesse Royale de *Savoie*.

Cors

Convention pour l'Evacuation de la
Catalogne & l'Armistice d'Italie.

A Fin que la Guerre & les malheurs dont elle est suivie soient plu^s ôterminez, & pour avancer l'Ouvrage de la Paix, on a trouvé à propos & crû utile de convenir, sur l'Evacuation de la Principauté de Catalogne, & des Isles de Majorque & d'Ivica, & sur l'Etablissement d'un Armistice dans toute l'Italie & les Isles adjacentes & situées dans la Mer Méditerranée, ainsi que dans les Etats de son A. R. le Duc de Savoye, ce qui après plusieurs Conférences tenues, entre les Ministres Plénipotentiaires des Parties belligerantes, auroit été enfin fait, en la manière suivante, principalement par les soins infatigables des Ministres Plénipotentiaires de S. M. Britannique.

I. Toutes les Troupes Allemandes & Alliées seront transportées hors de la Principauté de Catalogne, & hors des Isles de Majorque, & d'Ivica, & afin que cela se fasse plus promptement & avec plus de sûreté, il y aura entre les Parties belligerantes leurs Armées, Troupes & Sujets, dans tous les lieux ci dessus mentionnez, une pleine & entière Cessation d'Armes & de toutes Hostilités, tant par Mer que par Terre, laquelle commencera quinze jours après qu'on y aura eu connoissance

de la présente Convention. Le jour, que ladite Cessation commencera, la Puissance laquelle fait l'Evacuation, remettra entre les mains des autres Puissances Belligerantes, Barcelone, ou bien Tarragone, le choix demeurant à la Puissance qui fait la remise, laquelle des Villes seldites elle voudra garder jusqu'à l'entière évacuation. Ladite suspension d'Armes durera, & sera observée de bonne foi jusqu'à ce que la Cour, qui fait présentement son séjour en Catalogne toute sa Suite & autres Personnes qui voudront la suivre, de quelque condition, & Nation, Militaires ou non, soit Espagnole avec leurs effets, ainsi que les Troupes, dont il a été parlé ci dessus en soient entièrement sortis, & arrivés en Italie; & d'autant que tout ce Monde n'en peut sortir autrement que par Mer. Il est convenu, que ceux qui demeureront, pourront après le départ des premiers, & jusques à ce qu'ils aient trouvé les Vaisseaux nécessaires pour leur transport, y rester en sûreté & dans des lieux commodes, suivant ce qui est stipulé dans l'Article 7. à condition de remettre à l'autre Puissance les endroits encore occupez dans le même Etat, à mesure qu'ils en sortiront.

II. Le susdit Transport de ladite Cour & des Troupes commencera, & se finira sans aucun retardement, & pour l'avancer

cer

cer & achever plus promptement qu'il le pourra, le Commandant de la Flotte Angloise, qui est dans ces Mers, déterminera le tout, après en avoir conféré avec les Commandans en Chef, ou les Commissaires nommez par l'une & l'autre Partie Belligerante.

III. La susdite Cour & toute la suite, ainsi que ceux qui la voudront accompagner, comme les Troupes ci-dessus mentionnées, pourront passer en toute sûreté de Catalogne en Italie, avec leurs Effets, Bagages, Armes, Canons & Instrumens de Guerre, à l'exception toutes fois des Canons & des Instrumens de Guerre qui se sont trouvez sur les lieux quand ils ont été occupez, & de ceux qui se trouveront Marquez aux Armes de France, qui seront remis à l'autre Partie; le trajet de Catalogne en Italie se fera sous le Convoi de la Flotte de S. M. Britannique, & sans que la France, ses Alliez, leurs Armées, Flottes & Sujets, y puissent apporter aucun empêchement; & en cas que quelques-uns des Vaisseaux & autres Bâtimens servant à ce transport fussent contraincts, par tempêtes ou autrement, de relâcher dans les Ports, ou sur les Côtes de France, ou de ses Alliez; lesdits Vaisseaux, les Personnes & choses embarquées dessus n'y pourront être retenues, ni arrêtées, au contraire il leur sera donné toute sorte d'assistance.

IV.

IV. Il ne sera point permis d'arrêter pour dettes ceux qui voudront s'en aller; Mais on est tombé d'Accord, pour la sûreté des Créanciers, de nommer de part & d'autre des Commissaires, qui statueront sur les Dettes & sur les ôrages, qui seront donnez pour sûreté.

V. Il sera aussi permis aux malades, & aux blessez, tant Gens de Guerre que d'aucune autre condition, & nommément aux Ecclesiastiques, de rester en Catalogne en toute sûreté, jusqu'au recouvrement de leur santé à leurs dépens, & d'en sortir ensuite pour se retirer où, & par où bon leur semblera, soit par Terre ou par Mer, & il leur sera Accordé les Passeports nécessaires sur leur réquisition.

VI. Tous les Prisonniers faits dans la Guerre d'Espagne seront rendus de part & d'autre.

VII. Quant aux autres choses qui ont été jugées convenables, pour accélérer & mettre fin à la présente affaire, avec toute sorte de sûreté, principalement ce qui regarde les lieux que les Armées & Troupes des deux parties Belligerantes devront occuper jusqu'à l'entière évacuation de la Catalogne, & desdites Isles, comme ce qui regarde le séjour commode de la Cour, de la Suite & des Troupes, & leur sûreté contre toute sorte d'insulte. Il est statué que les Commandans en Chef de chaque

chaque partie Belligerante en conviendront entre eux, & ce qu'ils régleront entre eux à cet égard, sera observé, comme s'il étoit ici stipulé.

VIII. Lorsque l'évacuation commencera, il sera accordé & publié, en faveur de tous les Sujets & Habitans de Catalogne & desdites Isles, Séculiers & Ecclésiastiques, & de quelque condition qu'ils soient, une Amnistie générale, & un Oubli perpétuel de tout ce qui a été fait par eux, pendant cette Guerre, & à son occasion en quelque lieu, & en quelque manière que ce soit contre les Parties en Guerre; En sorte que pour ces causes, ou semblables, ils ne puissent en général, ou en particulier, ouvertement, ou secrètement, directement, ou indirectement, par voye de Droit, ou de Fait, être molestés, ni souffrir aucun dommage, ou inimitié, tant en leurs Personnes, qu'en leurs Biens, Réputation, & Sécurité; mais que toutes les Injures, Violences, Hostilités & Dommages causez, tant pendant la Guerre, qu'à son occasion, par paroles, écrits, ou faits, soient entièrement oubliés & abolis, sans aucune distinction de personnes, ou de choses, & qu'il ne puisse être fait à ces égards aucune recherche contre les Caralans, & les Habitans & Sujets desdites Isles.

IX. Et d'autant que les Ministres Plénipotentiaires de la Puissance qui retire

ses Troupes de la Catalogne & desdites Isles, ont encore insisté pour obtenir, avant l'évacuation, la jouissance des Privilèges des Caralans & des Sujets & Habitans des Isles de Majorque & d'Ivica, & que du côté de la France & de ses Alliez, on a remis à la conclusion de la Paix future cette affaire en tout son entier, S. M. Britannique a fait une Déclaration réitérée, qu'elle emploieroit ses Offices les plus efficaces par tout où il en seroit besoin, afin que dans la suite les Caralans, & les Sujets & Habitans desdites Isles, puissent jouir de leurs Privilèges, à quoi lesdits Ministres Plénipotentiaires ont enfin acquiescé, d'autant que le Roi Très Chrétien a fait déclarer par ses Ministres Plénipotentiaires qu'il concourroit à la même fin.

X. D'autant qu'en rédigeant la présente Convention, quelques autres points ont été debatus, savoir, l'Amnistie générale, la Conservation des Biens, Bénéfices, Charges, Pensions, & autres Avantages, tant en faveur de tous les Espagnols, qu'en faveur des Italiens & des Flamans, qui, jusqu'à présent ont adhéré à l'un des deux Partis, & voudroient dans la suite y adhérer, & qu'il n'a point été jugé convenable de mêler la discussion de ces Points dans la Convention qui se fait principalement pour l'évacuation de la Catalogne, on a trouvé bon de les remettre au Traité de Paix,

Sa Majesté Britannique ayant déclaré, qu'Elle emploiera ses Offices les plus efficaces, afin qu'on convienne réciproquement, & qu'il soit statué sur cesdits Points lors de la Conclusion de la Paix.

XI. Il est en outre convenu & accordé entre les Parties contractantes, avec le concours de Son Altesse Royale le Duc de Savoye, que jusqu'à la Paix Générale à faire, & quatre Semaines après le jour de la signature du présent Traité, il y aura un Armistice entier & Cessation de toutes sortes d'Hostilités par Mer & par Terre, sous quelque Nom, Prétexte, ou en quelque Occasion qu'elles puissent s'exercer dans toute l'Italie, & dans toutes les Isles de la Mer Méditerranée, respectivement possédées par les Parties belligérantes, comme dans tous les Etats de Son Altesse Royale le Duc de Savoye, situés tant en deçà qu'au delà des Alpes; & cet Armistice aura lieu sans réserve, ni exception d'aucun endroit compris sous la dénomination d'Italie, des Isles de la Mer Méditerranée, & les Etats de Son Altesse Royale le Duc de Savoye; ledit Armistice sera observé par les Armées, Soldats, & Sujets des Parties contractantes ci dessus mentionnées, qui enverront sans délai les Ordres nécessaires aux Commandans en Chef, & autres Officiers, afin que la présente Convention en soit plus promptement mise à exécution, de
manière

manière que toutes les Contraventions faites au présent Armistice après qu'il aura commencé, & pendant la durée, tant de l'un que de l'autre côté, seront de quelque façon & en quelques lieux que la chose avienne, redressées incontinent, annulées & réparées de bonne foi. Il est encore expressément statué, & déclaré, que durant l'Armistice toutes les Contributions Militaires cesseront dans les Etats de Son Altesse Royale le Duc de Savoye, qui sont présentement possédés par la France, & l'on n'y pourra absolument rien exiger au delà des Revenus ordinaires & accoutumés. Bien entendu que toutes les Conditions de cet Armistice auront lieu par toutes les Provinces de France, qui touchent les Etats de Son Altesse Royale le Duc de Savoye. Il sera permis réciproquement aux Sujets de commercer ensemble durant l'Armistice.

XII. Les choses demeureront en Italie pendant le présent Armistice, en l'état où elles sont présentement, & l'on remet à les ajuster à la Négociation de Paix.

XIII. Et d'autant que les Exhortations affectueuses de Sa Majesté Britannique ont beaucoup contribué à la présente Convention, & qu'il a paru nécessaire, afin d'en assurer l'entière exécution, que Sadite Majesté y prit part, & s'y engageât, Sa Majesté Britannique se fonde sur l'Assurance que lui donne le Roi
Très-

Très-Chrétien, tant en son Nom qu'en Nom de ses Alliez par la présente Stipulation, qui aura la force d'un Traité solennellement fait entre Leurs Majestez Royales, que lui le Roi Très-Chrétien & ses Alliez accompliront de bonne foi & dans leur entier, tous & chacun des Articles de cette Convention : Elle veut bien se rendre Garante du présent Traité, ainsi que prendre sur soi & promettre que les Parties contractantes ci-dessus mentionnées observeront de bonne foi, & accompliront pleinement tous & chacun des Articles d'icelui.

XIV. La présente Convention sera ratifiée par Leurs Majestez Royales, & les Ratifications en seront échangées à *Utrecht*, dans le terme de quatre Semaines ou plûôt si faire se peut. En foi de quoi les Plénipotentiaires de Sa Majesté Très-Chrétienne & de Sa Majesté Britannique ont signé & fait apposer le Cachet de leurs Armes à la présente Convention.

Fait à *Utrecht* le 14. de Mars 1713.

Convention pour une Cessation d'Armes entre le Roi Très Chrétien d'une part, & Son Altesse Royale de Savoye de l'autre.

SA Majesté la Reine de la Grande-Bretagne, ayant par son Entremise, procuré

procuré jusqu'à la Paix Générale une Cessation d'Armes en *Italie*, entre les Puissances qui y ont été en Guerre jusqu'à présent. Il a été convenu & accordé entre les Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Très Chrétienne, & ceux de Son Altesse Royale le Duc de *Savoye*, que jusqu'à la Paix à faire avec la *France*, il y aura une pleine & entière Cessation d'Armes, & de toutes sortes d'Hostilités de quelque Part, ou par quelque Occasion, ou Prétexte, qu'elles puissent être faites par Mer, ou par Terre, sans réserve, ni exception de lieux quelconques entre leurs Armées, Soldats, & Sujets respectifs, & dans tous leurs Etats, tout comme ladite Cessation doit être dans toute l'*Italie* & Isles de la *Mer Méditerranée*, possédées respectivement par les Parties qui sont en Guerre, à commencer ladite Cessation d'Armes dans quatre Semaines après la Signature de la présente Convention.

Et à ces fins Sa Majesté Très Chrétienne & Son Altesse Royale, enverront incessamment les Ordres nécessaires aux Généraux & Commandans de leurs Troupes, Gouverneurs & Commandans des Pais, & Places, & à tous autres qu'il sera besoin, pour que cette Convention soit incessamment exécutée & observée.

Et tout ce qui sera ou pourra être fait au contraire de quelque manière, & en

quelque lieu que ce soit depuis ladite Cessation d'Armes commencée, & durant icelle, soit d'une part ou d'autre, sera incessamment & de bonne foi rétabli, annullé, & réparé.

Il a été en outre convenu, & accordé, que pendant la susdite Cessation d'Armes, toutes Contributions pour cause de Guerre, & exactions d'icelles, cesseront dans les Païs & Lieux de Son Altesse Royale de Savoye, possédez à présent par Sa Majesté Très Chrétienne, & que l'on n'en exigera rien autre que les Revenus ordinaires & accoutumés, & que de même toutes Contributions cesseront de la part du Seigneur Duc de Savoye, dans les Provinces de France voisines à ses Etats. Cependant les Sujets respectifs auront & pourront avoir entr'eux la liberté entière du Commerce, & si pour plus de Sûreté ils demandent des Passeports, on les leur accordera.

Les Affaires en Italie resteront pendant la Cessation d'Armes dans l'état où elles sont, & leur ajustement est renvoyé à la Négociation de Paix, réservée cependant, & exceptée l'entière exécution du Traité du 8. Novembre 1703. entre le défunt Empereur Léopold, & Sadite Altesse Royale.

La présente Convention sera ratifiée par Sa Majesté Très Chrétienne & par Son Altesse Royale de Savoye, & les Ra-

212 10 44 31100 35
212 10 44 31100 35
212 10 44 31100 35

tifications en seront échangées à *Utrecht* dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt si faire le peut, en foi de quoi lesdits Plénipotentiaires de S. M. T. C. & ceux de S. A. R. de Savoye, ont signé & fait aposter le Cachet de leurs Armes,

La présente Convention a été faite à Utrecht le 14. de Mars 1713.

Depuis que ces Conventions ont été signées, les Conférences des Ministres d'Etat, & du Conseil Aulique de Sa Majesté Impériale, n'ont plus été si fréquentes, quoi qu'il arrive toutes les semaines plusieurs Express d'*Utrecht*, & des principales Cours de l'Europe, dont les Dépêches sont tenues si secrètes qu'on n'en peut découvrir aucune autre chose, si ce n'est que les Négociations de la Paix Générale sont maintenant le sujet des Délibérations les plus importantes des Plénipotentiaires, & des autres Ministres des Puissances qui s'étoient liguées contre la France & l'Espagne, où il semble que les Actes d'Hostilité sont sur le point de cesser, nonobstant les grands Préparatifs de Guerre qu'on fait dans

dans tout l'Empire, & principalement le long du Rhin, pour s'y opposer en cas de besoin, aux Entreprises des François, si la Paix Générale n'est pas conclûe avant l'ouverture de la Campagne.

Ratisbonne.

II. D'abord que le principal Commissaire de l'Empereur sera venu à la Diète Générale de cette Ville, on y insistera fortement sur le paiement des quatre Millions, accordez en dernier lieu à S. M. par les Etats de l'Empire, afin que toutes les Troupes qui doivent y agir en cas de besoin, puissent avoir le moyen de le faire sans aucun retardement, & avec un succès favorable: cependant les Députés des Princes & des Etats de l'Empire tiennent quelques Conférences sur leurs Affaires particulières.

Berlin.

III. Le nouveau Roi de Prusse continué de faire de grands changemens dans son Ministère, comme il en a fait dans celles de ses Etats,

Etats, par l'Augmentation de ses Troupes, que Sa Majesté assure vouloir employer pour le bien des Affaires de l'Empire, & pour cet effet Elle ira bien-tôt à *Magdebourg* où est le Rendez-vous Général de toutes ses Troupes, dont Elle doit y faire la Revûe, tant de celles qui y sont déjà, que de celles qui reviennent d'*Italie*.

Mr. le Baron de Dankelman qui étoit disgracié sous le Règne précédent, est aujourd'hui si fort en Considération, que les Grands Seigneurs de la Cour lui rendent visite; & l'on dit que son Hôtel, qui est aussi beau que le Palais d'un Prince Magnifique, lui sera rendu avec tous les Biens qu'on lui avoit confisquez.

On fait tous les Préparatifs nécessaires pour célébrer splendidement les Obsèques du feu Roi, dans l'Eglise Cathédrale de cette Ville, & les Ministres François Réfugiez, qui y font leurs Sermons, ont publié la Traduction d'une Lettre que ce Monarque écrivit en Latin quatre jours avant sa Mort, à la Reine de la Grande-Bretagne, en faveur de ceux de la même Religion,

476 *Lettres Historiques.*
ligion, qui sont detenus Prison-
niers en France, & pour lui recom-
mander les Intérêts de leurs Con-
frères exilés, dont cette Lettre
parle en ces Termes:

MADAME MA SOEUR,

Etant pleinement assuré que Votre
Majesté ne peut manquer d'être très
sensible à la Misère inexprimable des
pauvres Protestans Réformez en France,
qui sont condamnés aux Galères, ou
enfermez dans des Cachots, & qui gé-
missent en d'autres endroits, sous le
Joug insupportable de leurs Ennemis,
& dont la Vie est dix fois pire que la
Mort même; j'espère que V. M. pren-
dra en bonne part que je la prie, &
conjure de la manière la plus sérieuse,
par cette Lettre, qu'il lui plaise en-
core de faire ses derniers efforts, pour
obtenir de S. M. T. Chrétienne, par la
Paix prochaine, la Délivrance de ces
pauvres Gens oppressez, après laquelle
ils soupireront depuis tant d'années.

C'est uniquement, MADAME,
pour m'acquies de mon devoir, que j'en
suplie V. M. étant parfaitement con-
vaincu, qu'il est impossible que V. M.
qui

Mon d'Avril, 1713. 477
qui a l'Ame si Grande & si Généreu-
se, puisse refuser la Grace de sa Pro-
tection à des Personnes qui souffrent
seulement & uniquement, pour l'A-
mour de la Vérité; ou que V. M. qui
porte le Titre glorieux de Défenseur
de la Foi, puisse oublier l'Intérêt de
la Religion, dans un tems où Elle a
tant à attendre de l'Honnêteté, & de
l'Esime du Roi très Chrétien.

Il est vrai, MADAME, que
V. M. rencontrera peut-être quelques
obstacles, avant que d'obtenir de S. M.
T. C. l'entier rétablissement de sesdits
Sujets Protestans; Mais comme il n'y
a point de Difficultez que V. M. ne
puisse surmonter, lorsqu'il s'agit de la
Gloire de Dieu, & du Bien de son
Eglise; cela me donne Espérance que
V. M. ne négligera pas de conduire cette
Affaire, quelque difficile qu'elle pa-
roisse, à la Foye & au Contentement
de tous ceux qui sont véritablement
Zélez pour la Gloire de Dieu. J'es-
père. Donné dans mon Château de
Cologne; sur la Sprée, le 21. Fé-
vrier 1713. Signé par Ordre du Roi,
sur son Lit de Mort, F. GUIL-
LAUME: Et plus bas ILGEN.

L'Electeur d'Hanover a envoyé
X 4 Mr.

Mr. d'Hammerstein, Major Général en cette Cour, pour y faire les Complimens de Condolérance sur la Mort de Sa Majesté Prussienne, & ceux de Congratulation au Nouveau Roi, qu'on dit avoir trouvé cinq cens mille Ducats, & deux cens cinquante mille Risdals, en Argent comptant, dans le Trésor de Feu son Illustre Père.

Cologne.

IV. Sa Majesté Impériale a jugé par un Decret, le Différent qui étoit fort échauffé dans cette Ville, entre les Docteurs de la Faculté de Droit qui y est établie; & cet Auguste Monarque a cassé toutes les Procédures, les Sentences, & les Décisions de Mr. Bussi, ci-devant Nonce du Pape en ces Quartiers, & maintenant Cardinal.

Le fait consiste en ce que la Faculté de Droit est composée de douze Docteurs, six Séculiers & six Ecclésiastiques. Les six premiers seuls sont apellez Professeurs, régissent la Faculté, & sont éligibles pour la Charge de Doyen: les six Ecclésiastiques possèdent des Béné-

fices

fices que les Papes ont destinez pour eux, afin qu'ils enseignent le Droit Canonique. Mais il y a quelque tems qu'ils avoient entrepris de s'égalier aux autres, & prétendu comme eux au Décanat; & sur le Refus de l'Université, à laquelle ils s'étoient d'abord adressez, ils eurent Recours à Mr. Bussi, Nonce de S. S. qui procéda, par beaucoup de Mandemens & de Decrets, contre le Sieur Gaspar-Joseph Huigen, élu Doyen à l'ordinaire, & le condamna même à une Amende de cinquante Florins d'Or, en lançant aussi contre lui des Sentences d'Excommunication, qu'il fit afficher dans tous les Carrefours de cette Ville.

L'Empereur ayant été bien informé de tout cela, a improuvé ce Recours Illégitime des six Docteurs Ecclésiastiques, & a non seulement cassé & aboli par son Décret, toutes les Sentences Comminatoires & Exécutives de ce Nonce; mais aussi fait saisir les Revenus de ces six Professeurs, en défendant pour l'avenir, de semblables Recours aux Nonces Apostoliques, & à tous Juges Ecclésiastiques.

X 5

Sa

Sa Majesté Impériale a aussi ordonné en même tems, sous de rigoureuses Peines, que dans l'espace de deux mois, à compter depuis la Datté de son Decret, ces six Docteurs auront soin de retirer & faire révoquer tous les Actes qui sont intervenus de leur part, on de celle du Nonce, sur cette Affaire : & par ce moyen les six Professeurs Séculiers ont été maintenus dans la Possession de leurs Droits, & le Sieur Huiguen dans la Charge du Dcéanat qu'ils lui avoient donnée.

Francfort.

V. On a reçu Avis que l'Empereur, pour témoigner de plus en plus le soin qu'il prend pour le bien de l'Empire, & de la Cause Commune, a ordonné au Prince Eugène de Savoye, de se rendre sur le *Haut-Rhin*, afin d'y passer l'Armée en Revûe, & de savoir au juste ceux qui ont fourni leur Contingent, & ceux qui ont manqué de le donner.

Cependant, toutes les Troupes sont encore dans l'Inaction, quoi que les François publient qu'ils auront

Mois d'Avril, 1713.

auront bien tôt quatrevingt mille hommes en Alsace, & on parle encore d'une manière si incertaine des Entreprises qu'on projette de part & d'autre, qu'il m'est impossible, Monsieur, de vous en dire maintenant aucunes autres particularitez, quoi que je sois toujours, votre serviteur, &c.

LETTRE IV.

Affaires de France.

Paris.

MONSIEUR,

I. Ceux qui ont entendu dire, fort souvent, que la France n'a pas moins besoin de la Paix que les Hauts Alliez, qui semblent être découragés de continuer à lui faire vigoureusement la Guerre, ne doivent pas être surpris des Bruits différens qu'on fait courir là-dessus, tant dans cette Ville qu'à la Cour, & même par tout le Royaume, attendu que S. M. T. C. a besoin d'employer alternativement les Motifs d'Espérance pour encourager

X 6

les

ses Sujets à la vûe d'une Paix prochaine, dont ils attendent de grands Avantages, & ceux de la crainte d'une continuation de Guerre, pour intimider les Puissances de la Grande Alliance, que ce Monarque tâche de desarmer, ou de desunir, par des Négociations Politiques, jointes aux Intrigues que ses Ministres d'Etat employent dans toutes les Cours de l'Europe, pendant que ses Plénipotentiaires donnent de l'occupation à tous ceux qui sont maintenant au Congrès Général à Utrecht, où l'on a envoyé de Versailles un Nouveau Projet de Paix, contenant les Offres & les Demandes que S. M. T. C. fait à la Maison d'Autriche, & aux Etats de l'Empire. En voici la Teneur.

LE Traité de Ryswik fait au mois d'Octobre 1697. sera rétabli, & le Rhin servira de Barrière entre la France & l'Empire, de manière que le Roi gardera tout ce qu'il possède actuellement en deçà de ce Fleuve, & rendra, ou fera raser les Places qui lui appartiennent de l'autre côté, ou qui sont situées dans ce Fleuve.

Se

Sa Majesté reconnoitra l'Empereur en cette qualité, à la signature du Traité, & lui remettra entre les mains la Ville du Vieux Brisak avec toutes ses Dépendances à la droite du Rhin, S. M. conservant ce qui est à la gauche, entr'autres le Fort le Mortier, conformément au Traité de Ryswik. Elle remettra pareillement à ce Prince & à l'Empire, le Fort de Kehl. A l'égard des autres Forteresses construites de l'autre côté du Rhin, le Roi fera raser l'Ouvrage à corne bâti à l'opposite de Hunningue, sur le bord droit de ce Fleuve, aussibien qu'un autre Ouvrage à corne construit dans une Isle devant Hunningue.

S. M. fera raser sous Strasbourg, le Fort du Rhin situé dans une Isle à la droite du Pont de Strasbourg allant au Fort de Kehl, & le Fort de Pile sur le Pont entre le Fort du Rhin & le Fort de Kehl.

S. M. rasera pareillement le Fort Louis du Rhin, aussibien que l'Ouvrage à corne élevé dans l'Isle du Marquisat à l'opposite de ce Fort, de même que quelques Redoutes & Retranchemens dans la même Isle.

Le Fort de Seelingue sur la Rivière

X 7

vière

vière de Stollum, situé de l'autre côté du Rhin à l'opposite du Fort Louis, sera rasé.

Les Fortifications qui ont été faites à Hombourg & à Brisak, seront aussi rasées, suivant le 30^e Article du Traité de Ryswyk.

Landau demeurera à l'Empereur, en l'état où cette Place est présentement.

Ce Prince aura outre cela le Royaume de Naples, & le Duché de Milan, excepté cette Partie du Duché qui a déjà été cédée au Duc de Savoie.

De plus, les Pais-Bas Espagnols, aux conditions & avec les restrictions qui seront spécifiées ci-après.

Demandes du Roi pour l'Electeur de Cologne.

Le Roi demande pour l'Electeur de Cologne, la Restitution de ses Etats, Bénéfices, Dignitez, Seances, Revenus, Meubles, Pierrieres, & en général de tous les Effets & Prerogatives dont ce Prince a été privé durant le cours de cette Guerre.

La même Restitution en faveur de ses Officiers & Domestiques exi-

lez,

lez, dont les Biens ont été confisquez, pour avoir suivi leur Maître.

Qu'on ne mettra d'autres Troupes que celles du susdit Prince, dans la Ville & Citadelle de Liège, dans le Château de Hui, & dans la Ville de Bonn.

S'il est nécessaire, en tout cas, qu'il y ait Garnison Hollandoise dans la Citadelle de Liège, dans le Château de Hui, comme aussi Garnison du Cercle de Westphalie dans la Ville de Bonn, cette Condition ne doit pas rompre la Paix.

S. M. représente seulement, qu'au lieu de mettre Garnison du Cercle de Westphalie dans Bonn, on en devroit raser les Ouvrages extérieurs, en sorte que cette Place ne donnât désormais plus aucun sujet de jalousie.

Demandes du Roi pour l'Electeur de Bavière.

Le Roi demande pareillement pour l'Electeur de Bavière, la Restitution de tous ses Etats & Dignitez, excepté le Haut-Palatinat, & le Rang de premier Electeur Séculier, qui demeureront à la Maison Palatine, durant

486 *Lettres Historiques.*
durant la vie de cet Electeur, & du Prince Charles son Frère; Comme aussi généralement tous les Revenus, Meubles, Pierrieres, Artillerie, Munitions, Effets, & autres Prerogatives dont ce Prince a été privé durant cette Guerre.

La même Restitution en faveur de ses Officiers & Domestiques exilés, dont les Biens ont été confisquez, pour avoir suivi leur Maître.

De plus, le Roi demande pour ledit Electeur, le Royaume de Sardaigne, pour le dédommagement de ce qu'il perd pendant la vie de l'Electeur Palatin & de son Frère.

Il doit aussi être indemnisé des excès commis dans ses Etats, au mépris du Traité de Landau, ou de Hilversheim, & tant qu'il ne sera pas entièrement satisfait sur ce sujet, il possèdera en Souveraineté dans les Pais-Bas, les Villes de Luxembourg, Namur, Charleroi & Nieuport, & Pon conviendra de la Garnison de Nieuport, les Hollandois devant avoir la leur à Charleroi, à Namur & à Luxembourg. L'Electeur jouira de ladite Souveraineté jusqu'à ce qu'il ait satisfaction sur ses Prétentions, par rapport au Traité de Hilversheim,

Mois d'Avril, 1713. 487
versheim, sous ces deux Conditions.
I. Que la Décision en sera laissée au Jugement d'Arbitres desintéressés, & la Reine de la Grande Bretagne souhaitant que l'Affaire soit terminée incessamment à l'amiable, veut bien être un des Arbitres. II. Que Luxembourg sera obligé de recevoir Garnison Hollandoise, comme Charleroi & Namur.

La France ne veut pas être tenue à ses offres, que jusqu'au premier de Juin, & n'accordera pas de Suspension d'Armes durant la Négociation.

On assure que, nonobstant que ces Demandes soient fort exorbitantes, les Affaires des deux Electeurs dont il s'agit principalement en tout cela, sont presque réglées, & qu'il ne reste plus qu'à annuler le Ban de l'Empire. Cependant, ces deux Princes étant venus à la Cour, ont pris un Logement à Surenne près de Versailles, en attendant la Conclusion de ce qu'ils concernent dans les Négociations qui se font à Utrecht.

Le Duc d'Osborne a dépêché un Exprès à Madrid, pour informer le

le Roi Philippe du Contenu des Passeports accordez par les Hauts Alliez, tant à lui, qu'au Comte de Bergeick, & au Marquis de Monteleon; & pour savoir s'ils agréeront à Sa Majesté.

Ce Duc a déjà réglé le nombre des Gens qui doivent le suivre à *Utrecht*, où il doit se rendre aussitôt que cet Exprès dont je viens de parler, sera de retour; & on se flatte que ce Ministre d'Etat, & les autres Plénipotentiaires qui sont aussi tous prêts à l'accompagner dans ladite Ville, y trouveront alors les Négociations de la Paix en état d'être terminées, par rapport à la plûpart des Alliez, & que la Paix Générale suivra peu de tems après.

On n'en doute même plus depuis que le 13. du mois dernier Mr. le premier Président, & Mr. l'Avocat Général, furent mandez à la Cour pour régler le Cérémonial, en présence du Roi, au sujet des Renonciations du Duc de Berri, & du Duc d'Orléans, qui devoient être portées au Parlement, où elles furent enregistrées deux jours après, à savoir le 15. en vertu des Lettres du Roi, dont voici la Copie, qui

contient

contient une Déduction fort ample de tout ce qui a porté S. M. T. C. à donner son Consentement à ces Renonciations Solemnelles, que vous trouverez aussi, Monsieur, à la fin de cette Patente Royale, où j'ajouterais encore quelques Réflexions importantes & curieuses, touchant ces trois Pièces suivantes.

Lettres Patentes du Roi, qui admettent les Renonciations du Roi d'Espagne, de Mr. le Duc de Berry, & de Mr. le Duc d'Orléans; & qui suppriment les Lettres Patentes du mois de Décembre 1700.

LOuïs, &c. Dans les différentes révolutions d'une Guerre, où Nous n'avons combattu que pour soutenir la justice des Droits du Roi nôtre très-cher & très-ami Frère, & Petit-Fils, sur la Monarchie d'Espagne, Nous n'avons jamais cessé de désirer la Paix. Les succès les plus heureux ne Nous ont point éblouis, & les événemens contraires dont la main de Dieu s'est servie pour Nous éprouver, plûsôt que pour Nous perdre, ont trouvé ce désir en Nous, & ne l'y ont pas fait naître; mais les tems marquez par la

Pro-

Providence Divine, pour le repos de l'Europe, n'étoient pas encore arrivez: La crainte éloignée de voir un jour nôtre Couronne & celle d'Espagne portée par un même Prince, faisoit toujours une égale impression sur les Puissances qui s'étoient unies contre Nous; & cette crainte, qui avoit été la principale cause de la Guerre, sembloit mettre aussi un obstacle insurmontable à la Paix.

Enfin, après plusieurs Négociations inutiles, Dieu, touché des maux & des gémissemens de tant de Peuples, a daigné ouvrir un chemin plus sûr pour parvenir à une Paix si difficile: Mais les mêmes alarmes subsistant toujours, la première & principale condition qui Nous a été proposée, par nôtre très-chère & très-amée Sœur la Reine de la Grande Bretagne, comme le fondement essentiel & nécessaire des Traitez, a été que le Roi d'Espagne nôtre dit Frère & Petit-Fils, conservant la Monarchie d'Espagne & des Indes, renoncât pour lui & pour ses Descendans à perpétuité, aux Droits que la Naissance pouvoit jamais donner à lui & à eux sur nôtre Couronne; Que réciproquement nôtre très-cher & très-amé Petit-Fils le Duc de Berry, & nôtre très-cher & très-amé Neveu le Duc d'Orleans, renoncassent aussi pour eux & pour leurs Descendans mâles & femelles à perpétuité, à leurs Droits sur la Monarchie d'Espagne & des Indes.

Nô-

Nôtre dite Sœur Nous a fait représenter, que sans une assurance formelle & positive sur ce point, qui seul pouvoit être le lien de la Paix, l'Europe ne seroit jamais en repos, toutes les Puissances qui la partagent étant également persuadées qu'il étoit de leur intérêt general, & de leur sûreté commune, de continuer une Guerre dont personne ne pouvoit prévoir la fin, plutôt que d'être exposées à voir le même Prince devenir un jour le maître de deux Monarchies aussi puissantes que celles de France & d'Espagne.

Mais comme cette Princesse, dont Nous ne pouvons assez louer le zèle infatigable, pour le rétablissement de la tranquillité generale, sentit toute la repugnance que Nous avions à consentir qu'un de nos Enfans, si digne de recueillir la Succession de nos Peres, en fût nécessairement exclu, si les malheurs dont il a plu à Dieu de nous affliger dans nôtre Famille, nous enlevoient encore dans la Personne du Dauphin, nôtre très-cher & très-amé arrière Petit-Fils, le seul reste des Princes que nôtre Royaume a si justement pleurez avec Nous, Elle entra dans nôtre peine, & après avoir cherché de concert des moyens plus doux pour assurer la Paix, Nous convinmes avec nôtre dite Sœur de proposer au Roi d'Espagne d'autres Etats, inférieurs à la vérité à ceux qu'il posséde, mais dont la

considération s'accroît d'autant plus sous son Règne, que conservant les Droits en ce cas, il uniroit à notre Couronne une partie de ces mêmes Etats, s'il parvenoit un jour à notre Succession.

Nous employâmes donc les raisons les plus fortes, pour lui persuader d'accepter cette alternative: Nous lui fîmes connaître que le devoir de sa Naissance étoit le premier qu'il dût consulter; qu'il se devoit à sa Maison & à sa Patrie, avant que d'être redevable à l'Espagne; que s'il manquoit à ses premiers engagements, il regretteroit peut-être un jour inutilement d'avoir abandonné des Droits qu'il ne seroit plus en état de soutenir.

Nous ajoûtàmes à ces raisons, les motifs personnels d'amitié & de tendresse que Nous crûmes capables de le toucher; le plaisir que Nous aurions de le voir de tems en tems auprès de Nous, & de passer avec lui une partie de nos jours, comme Nous pouvions: Nous le promettre du voisinage des Etats qu'on lui offroit; la satisfaction de l'instruire Nous-mêmes de l'état de nos affaires, & de Nous reposer sur lui pour l'avenir; en sorte que si Dieu conservoit le Dauphin, Nous pourrions donner à notre Royaume, en la Personne du Roi notre Frère & Petit Fils, un Régent instruit dans l'art de regner; & que si cet Enfant si précieux à Nous & à nos Sujets, Nous étoit encore enlevé, Nous au-

rions.

rions au moins la consolation de laisser à nos Peuples un Roi vertueux, propre à les gouverner, & qui réünirait encore à notre Couronne des Etats très-considérables.

Nos instances répétées avec toute la force & toute la tendresse nécessaire, pour persuader un Fils qui méritoit si justement les efforts que Nous avons faits pour le conserver à la France, n'ont produit que des refus réitérés de sa part, d'abandonner jamais des Sujets braves & fideles, dont le zèle pour lui s'étoit distingué dans les conjonctures où son Trône avoit paru le plus ébranlé; en sorte que persistant avec une fermeté invincible dans sa première résolution, soutenant même qu'elle étoit plus glorieuse & plus avantageuse à notre Maison & à notre Royaume, que celle que Nous le pressions de prendre, il a déclaré dans l'Assemblée des Etats du Royaume d'Espagne, convoquée pour cet effet à Madrid, que pour parvenir à la Paix générale, & assurer la tranquillité de l'Europe par l'équilibre des Puissances, il tenoit de son propre mouvement, de sa volonté libre & sans aucune contrainte, pour lui, pour ses Héritiers & Successeurs, pour toujours & à jamais, à toutes prétentions, droits & titres, que lui ou aucun de ses Descendants ayant dès à présent, ou puissent avoir, en quelque tems que ce soit à l'a-

venir

venir, à la Succession de nôtre Couronne; qu'ils'en tenoit pour exclu, lui, ses Enfants, Héritiers & Descendans à perpétuité; qu'il consentoit pour lui & pour eux, que dès à présent comme alors, son Droit & celui de ses Descendans passât & fût transféré à celui des Princes que la Loi de Succession, & l'Ordre de la Naissance appelle, ou appellera à hériter de nôtre Couronne, au défaut de nôtre dit Frere & Petit-Fils le Roi d'Espagne, & de ses Descendans, ainsi qu'il est plus amplement spécifié par l'Acte de Renonciation admis par les Etats de son Royaume: Et en conséquence il a déclaré, qu'il se désistoit spécialement du Droit qui a pû être ajouté à celui de sa Naissance, par nos Lettres Patentes du mois de Decembre 1700., par lesquelles Nous avons déclaré que nôtre volonté étoit que le Roi d'Espagne, & ses Descendans, conservassent toujours les Droits de leur Naissance, ou de leur Origine, de la même manière que s'ils faisoient leur résidence actuelle dans nôtre Royaume, & de l'Enregistrement qui a été fait de nosdites Lettres Patentes, tant dans nôtre Cour de Parlement, que dans nôtre Chambre des Comptes à Paris.

Nous sentons comme Roi & comme Père, combien il eût été à désirer que la Paix générale eût pû se conclure sans une Renonciation qui fasse un si grand changement dans nôtre Maison Royale,

&

& dans l'Ordre ancien de succéder à nôtre Couronne; mais nous sentons encore plus, combien il est de nôtre devoir d'assurer promptement à nos Sujets une Paix qui leur est si nécessaire. Nous n'oublierons jamais les efforts qu'ils ont faits pour Nous dans la longue durée d'une Guerre que nous n'aurions pû soutenir, si leur zèle n'avoit eu encore plus d'étendue que leurs forces. Le Salut d'un Peuple si fidèle est pour Nous une Loi suprême, qui doit l'emporter sur toute autre considération. C'est à cette Loi que Nous sacrifions aujourd'hui le Droit d'un Petit-Fils qui Nous est si cher; & par le prix que la Paix generale coûtera à nôtre tendresse, Nous aurons au moins la consolation de témoigner à nos Sujets, qu'au Dépens de nôtre sang même, ils tiendront toujours le premier rang dans nôtre cœur.

Pour ces Causes & autres grandes considérations à ce Nous mouvans, après avoir vû en nôtre Conseil ledit Acte de Renonciation du Roi d'Espagne, nôtre très-cher & très-ami Frere & Petit-Fils du 5. Novembre dernier; comme aussi les Actes de Renonciation que nôtre dit Petit-Fils le Duc de Berry & nôtre dit Neveu le Duc d'Orleans ont faits réciproquement de leurs Droits à la Couronne d'Espagne, tant pour eux que pour leurs Descendans mâles & femelles, en conséquence de la Renonciation de nôtre dit

Tome XLIII.

Y

Fre-

Frere & Petit-Fils le Roi d'Espagne, le tout ci-attaché avec copie collationnée desdites Lettres Patentes du mois de Décembre 1700., sous le Contrescel de notre Chancellerie: De notre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, statué & ordonné, par ces Présentes signées de notre main, disons, statuons & ordonnons, voulons & Nous plaît, que ledit Acte de Renonciation de notre dit Frere & Petit-Fils le Roi d'Espagne, & ceux de notre dit Petit-Fils le Duc de Berry & de notre dit Neveu le Duc d'Orléans, que Nous avons admis & admettons, soient enregistrés dans toutes nos Cours de Parlemens, & Chambre de nos Comptes de notre Royaume, & autres lieux où besoin sera, pour être exécutés selon leur forme & teneur; & en conséquence voulons & entendons que nosdites Lettres Patentes du mois de Décembre 1700., soient & demeurent nulles & comme non avenues; qu'elles Nous soient rapportées; & qu'à la marge des Régîtres de notre dite Cour de Parlement, & de notre dite Chambre des Comptes, où est l'enregistrement desdites Lettres Patentes, l'Extrait des Présentes y soit mis & inséré, pour mieux marquer nos intentions sur la révocation & nullité desdites Lettres. Voulons que conformément audit Acte de Renonciation de notre dit Frere & Petit-Fils le Roi d'Espagne, il soit désormais

formais regardé & considéré comme exclu de notre Succession; que les Héritiers Successeurs & Descendants en soient aussi exclus à perpétuité, & regardez comme inhabiles à la recueillir. Entendons qu'à leur défaut, tous Droits qui pourroient en quelque temps que ce soit leur competer & appartenir sur notre dite Couronne & Succession de nos Etats, soient & demeurent transférés à notre très cher & très aimé Petit-Fils le Duc de Berry, & ses Enfants & Descendants mâles, nez en loyal mariage, & successivement à leur défaut & à ceux des Princes de notre Maison Royale & leurs Descendants, qui par le Droit de leur Naissance & par l'Ordre établie depuis la fondation de notre Monarchie, devront succéder à notre Couronne.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes, avec les Actes de Renonciation faits par notre dit Frere & Petit-Fils le Roi d'Espagne, par notre dit Petit-Fils le Duc de Berry, & par notre dit Neveu le Duc d'Orléans, ils aient à faire lire, publier & régistrer; & le contenu en ceux garder, observer & faire exécuter selon leur forme & teneur, pleinement, paisiblement & perpétuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, nonobstant toutes les Loix, Statu-

tuts, Us, Coûtumes, Arrêts, Réglemens & autres choses à ce contraires, auxquels & aux dérogoires des dérogoires y contenuës, Nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes pour ce regard seulement & sans tirer à conséquence: Car tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à tous-jours, Nous avons fait mettre nôtre Seel à ceddites Présentes. Donné à Versailles au mois de Mars, l'an de grace 1713., & de nôtre Règne le 70. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le Roi, PHELYPEAUX, Sec.

Renonciation de Mr. le Duc de Berry, à la Couronne d'Espagne.

Charles, Fils de France, Duc de Berry, d'Alençon, & d'Angoulême, Vicomte de Vernon, Andely & Gisors, Seigneur des Châtellenies de Coignac & Merpins, A tous les Rois, Princes, Républiques, Communitez, & à tous autres Corps & Particuliers, présents & à venir, Savoir faisons.

Toutes les Puissances de l'Europe se trouvant presque ruinées à l'occasion des présentes Guerres, qui ont porté la desolation dans les Frontières, & plusieurs autres parties des plus riches Monarchies & autres Etats, on est convenu dans les Congrès & Traitez de Paix qui se Négocient avec la Grande-Bretagne, d'établir un Equilibre & des Limites Politiques entre les Royaumes dont les Intérêts ont été, & se trouvent encore le

triste

riste sujet d'une sanglante dispute; & de tenir pour maxime fondamentale de la conservation de cette Paix, que l'on doit pourvoir à ce que les Forces de ces Royaumes ne soient point à craindre, & ne puissent causer aucune jalousie; ce que l'on a cru ne pouvoir établir plus solidement qu'en les empêchant de s'étendre, & en gardant une certaine proportion; afin que les plus foibles étant unis, puissent se défendre contre de plus puissans, & se soutenir respectivement contre leurs égaux.

Pour cet effet, le Roi nôtre très honoré Seigneur & Ayeul, & le Roi d'Espagne nôtre très cher Frère, sont convenus & demeurent d'accord avec la Reine de la Grande-Bretagne, qu'il sera fait des Renonciations réciproques par tous les Princes présens & futurs, de la Couronne de France & de celle d'Espagne; A tous Droits qui peuvent appartenir à chacun d'eux sur la Succession de l'un ou l'autre Royaume, en établissant un Droit habituel à la Succession de la Couronne d'Espagne, dans la Ligne qui sera habilitée & déclarée immédiate à celle du Roi Philippe V. nôtre Frère par les Etats d'Espagne, qui ont dû s'assembler pour cette fin, en y faisant une Balance immuable pour maintenir l'Equilibre qu'on veut mettre dans l'Europe; & passant à particulariser tous les Cas prévus de l'union, pour servir d'exemple de tous ceux qui peuvent se rencontrer, il a été aussi convenu & accordé entre le Roi très Chrétien nôtre très honoré Seigneur & Ayeul, le

à Paris le 10. d'Avril 1713. Y 3. Le Roi

Roi Philippes V. notre Frère, & la Reine de la Grande-Bretagne, que ledit Roi Philippes renoncera, pour lui & pour tous ses Descendans, à l'Espérance de succéder à la Couronne de France; Que de votre côté Nous renoncerons aussi, pour Nous & pour Nos Descendans, à la Couronne d'Espagne; Que le Duc d'Orléans notre très cher Oncle, sera la même chose, de sorte que toutes les Lignes de France & d'Espagne respectivement, & relativement, seront exclues pour toujours & en toutes manières, de tous les Droits que les Lignes de France pourroient avoir à la Couronne d'Espagne; & les Lignes d'Espagne à la Couronne de France; Et enfin que l'on empêchera, que sous prétexte desdites Renonciations, ni sous quelque autre prétexte que ce soit, la Maison d'Autriche n'exerce les Prétentions qu'elle pourroit avoir à la Succession de la Monarchie d'Espagne; d'aurant qu'en unissant cette Monarchie aux Pais & Etats Héritaires de cette Maison, elle seroit formidable, même sans l'union de l'Empire, aux autres Puissances qui sont entre-deux, & se trouveroient comme envelopées, ce qui détruiroit l'égalité qu'on établit aujourd'hui pour assurer & affermir plus parfaitement la Paix de la Chrétienté, & ôter toutes jalousies aux Puissances du Nord & de l'Occident, qui est la fin qu'on se propose par cet équilibre politique, en éloignant & excluant ainsi toutes ces Branches, & apellant à la Couronne d'Espagne au dessus des Lignes du Roi

Phi-

Philippes V. notre Frère & de tous ses Enfants & Descendans, la Maison du Duc de Savoye qui descend de l'Infante Catherine Fille de Philippe II. Ayant été considéré qu'en faisant ainsi succéder immédiatement ladite Maison de Savoye, on peut établir comme dans son centre cette égalité & cet équilibre entre ces trois Puissances, sans quoi on ne pourroit éteindre le feu de la Guerre qui est allumé, & capable de tout ruiner.

Voulans donc concourir par notre Désistement, & par l'Abolition de tous nos Droits, pour Nous, nos Successeurs & Descendans, à établir le Repos Universel, & assurer la Paix de l'Europe, parce que Nous croyons que ce moyen est le plus sûr & le plus précus dans les terribles circonstances de ce tems; Nous avons résolu de renoncer à l'Espérance de succéder à la Couronne d'Espagne, & à tous les Droits qui Nous y appartiennent & peuvent appartenir, par quelque Titre ou moyen que ce soit; Et afin que cette résolution ait tout son effet, & aussi au moyen de ce que le Roi Philippes V. notre Frère, a de sa part, fait sa Renonciation à la Couronne de France, le cinquième du présent mois de Novembre, de Notre pure, libre & franche Volonté, & sans que nous y soyons induits par aucune crainte respectueuse, ni par aucun autre égard, que ceux ci-dessus exposés: Nous Nous déclarons & tenons dès maintenant, Nous, nos Enfants & Descendans, pour exclus & inhabiles absolument à jamais,

Y 4

sans

sans limitation, ni distinction de personnes, de degré, ni de sexe, de toute action & de tout Droit à la Succession de la Couronne d'Espagne; Nous voulons & consentons, pour Nous, nosdits Enfans & Descendans, que dès maintenant & pour toujours on nousienne, Nous & Eux, en conséquence des Présentes, pour exclus & inhabiles, de même que tous les autres Descendans de la Maison d'Autriche, qui, comme il a été rapporté & supposé, doivent aussi être exclus en quelque degré que Nous nous trouvions les uns & les autres, & que la Succession nous arrive, notre Ligne, celle de tous nos Descendans, & toutes les autres de la Maison d'Autriche, comme il a été dit, devant en être séparées & exclues: Que par cette raison le Royaume d'Espagne soit censé dévolu & transféré à qui la Succession doit en tel cas être dévolue & transférée, en quelque tems que ce soit; En sorte que nous l'ayons & tenions pour légitime & véritable Successeur, parce que par les mêmes raisons & motifs, & en conséquence des Présentes, Nous, ni nos Descendans, ne devons plus être considérés comme ayant aucun fondement de représentation active ou passive, ou faisant une continuation de Ligne effective ou contentieuse de substance, sans ou qualité, ni même tirer droit de notre Décendance, ni compter nos degrés des Personnes de la Reine Marie-Thérèse d'Autriche, notre très honorée Dame & Ayeule, de la Reine Anne

Ame d'Autriche notre très honorée Dame & Bisayeule, ni des glorieux Rois leurs Aïeux; au contraire, Nous raisonnons les clauses de leurs Testaments, & les Renonciations faites par lesdites Dames nos Ayeule & Bisayeule. Nous renonçons pareillement au Droit qui Nous peut appartenir, & à nos Enfans & Descendans, en vertu du Testament du Roi Charles II. qui, nonobstant ce qui est rapporté ci-dessus, Nous appelle à la Succession de la Couronne d'Espagne, la Ligne de Philippes V. venant à manquer. Nous nous desistons donc de ce Droit, & y renonçons, pour Nous, nos Enfans & Descendans; Promettons & Nous obligeons pour Nous & nosdits Enfans & Descendans, de Nous employer de tout notre pouvoir pour faire accomplir ce présent Acte, sans permettre ni souffrir que directement ni indirectement on revienne contre, soit en tout, soit en partie, & Nous Nous desistons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui de Droit commun, ou par quelque Privilège spécial, pourroient nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Descendans, auxquels moyens Nous renonçons aussi absolument, & en particulier à celui de l'évidente, énorme & très énorme Lésion qui se peut trouver en ladite Renonciation à la Succession de la Couronne d'Espagne; Et voulons qu'aucun desdits moyens n'ait, ni ne puisse avoir d'effet. Et que si sous ce prétexte, ou toute autre couleur, Nous voulions nous employer dudit

Royaume à force d'Armes, la Guerre que Nous serions, ou exciterions, soit tenue pour injuste, illicite, & indigne d'entreprise; & qu'au contraire, la Guerre que nous feroit celui qui en vertu de cette Renonciation auroit droit de Succéder à la Couronne d'Espagne, soit tenue pour permise & juste; & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, lui obéissent, le défendent, lui fassent hommage, & lui prêtent Serment de fidélité, comme à leur Roi & légitime Seigneur.

Et pour plus grande sûreté de ce que Nous disons & promettons, pour Nous, & au Nom de nos Enfants & Descendants, Nous jurons solennellement sur les Evangiles couchés au Missel, sur lequel Nous mettons la main droite, que Nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & par tout; Que Nous ne demanderons jamais de Nous en faire relever; & que si quelqu'un le demande pour Nous, ou qu'il nous soit accordé, inotu proprio, Nous ne nous en servirons, ni prévariquons; Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, Nous faisons d'abondant cet autre Serment, que celui-ci subsistera & demeurera toujours, quelques dispenses qu'on puisse nous accorder; Nous jurons & promettons aussi, que Nous n'avons fait ni ferons, ni en Public, ni en secret, aucune protestation, ni réclamation contraires qui puissent empêcher ce qui est contenu en ces Présentes, ou en diminuer la force; Et que

si Nous en faisons, de quelques Sermens qu'elles fussent accompagnées, elles ne pourront avoir ni force, ni vertu, ni produire aucun effet.

Et foi de quoi, & pour rendre ces Présentes authentiques, elles ont été passées par devant M^{rs}. Alexandre le Fevre, & Antoine le Moine, Conseillers du Roi, Notaires Gardes-nottes de Sa Majesté, & Gardes-Scel au Châtelet de Paris soussignez, lesquels ont du tout délivré le présent Acte.

Et pour faire publier & enregistrer ces Présentes par tout où besoin sera, Monseigneur le Duc de Berry a constitué ses Procureurs Généraux & Spéciaux les Porteurs des Expéditions par Duplicata d'icelles, auxquels Mondit Seigneur en a donné pouvoir & mandement spécial par cesdites Présentes. A Marly le vingt-quatrième jour de Novembre mil sept cens douze, avant midi, & a signé le présent Duplicata & un autre, & leur Minute demeurée audit le Moine Notaire. Signé CHARLES, le Fevre & le Moyné, &c.

Renonciation de Mr. le Duc d'Orléans à la Couronne d'Espagne.

PHILIPPE, Petit-Fils de France, Duc d'Orléans, de Valois, Chartres, & de Nemours: A tous Rois, Princes, Républiques, Potentats, Communautés, & à toutes Personnes, tant présentes, que

futures : FAISONS SAVOIR par ces Présentes, que la crainte de l'Union des Couronnes de France & d'Espagne, ayant été le principal Motif de la présente Guerre, & les autres Puissances de l'Europe ayant toujours appréhendé que ces deux Couronnes ne fussent sur une même Tête, on a posé pour Fondement de la Paix que l'on traite présentement, & qu'on espère cimenter de plus en plus, pour le repos de tant d'Etats qui se sont sacrifiés, comme autant de Victimes, pour s'opposer au péril dont ils se croyoient menacés, qu'il falloit établir une espèce d'égalité & d'équilibre entre les Princes qui étoient en dispute, & séparer pour toujours, d'une manière irrévocable, les Droits qu'ils prétendent avoir, & qu'ils défendoient, les Armes à la main, avec un Carnage réciproque de part & d'autre.

Que dans la vûe d'établir cette égalité, la Reine de la Grande-Bretagne a proposé, & sur ces instances il a été convenu par le Roi nôtre très-honoré Seigneur & Oncle, & par le Roi Catholique nôtre très-cher Neveu, que pour éviter en quelque tems que ce soit, l'Union des Couronnes de France & d'Espagne, qu'il seroit fait des Renonciations réciproques; savoir par le Roi Catholique Philippe V. nôtre Neveu, pour lui & pour tous ses Descendans à la Succession de la Couronne de France, comme aussi par le Duc de

Berry

Mois d'Avril, 1713.

507

Berry nôtre très-cher Neveu, & par Nous, pour nous & pour tous nos Descendans à la Couronne d'Espagne; à condition aussi que la Maison d'Autriche, ni aucun de ses Descendans, ne pourront succéder à la Couronne d'Espagne, parce que cette Maison même, sans l'union de l'Empire, seroit formidable, si elle ajoûtoit une nouvelle Puissance à ses anciens Domaines; & par conséquent cet équilibre qu'on veut établir pour le bien de tous les Princes & Etats de l'Europe, cesseroit. Or il est certain que sans cet équilibre, les Etats souffrent du poids de leur propre grandeur; ou que l'envie engage leurs Voisins à faire des Alliances pour les attaquer, & pour les réduire au Point que ces grandes Puissances inspirent moins de crainte, & ne puissent aspirer à la Monarchie Universelle.

Pour arriver à la fin qu'on se propose, & au moyen de ce que Sa Majesté Catholique a de sa part fait sa Renonciation le 5. du présent Mois: Nous consentons qu'au défaut de Philippe V. nôtre Neveu, & de ses Descendans, la Couronne d'Espagne passe à la Maison du Duc de Savoye, dont les Droits sont clairs & connus; d'autant qu'il descend de l'Infante Catherine, Fille de Philippe II. & qu'il est appellé par les autres Rois ses Successeurs; de sorte que son Droit à la Succession d'Espagne est incontestable.

Y 7

Et

Et desirant de nôtre côté concourir à la glorieuse Fin qu'on se propose, de rétablir la tranquillité publique, & prévenir les craintes que pourroient causer les Droits de nôtre Naissance, ou tous autres qui pourroient nous appartenir : Nous avons résolu de faire ce Dément, cette Abdication & cette Renonciation de tous nos Droits, pour Nous & au Nom de tous nos Successeurs & Descendants. Et pour l'accomplissement de cette Résolution, que Nous avons prise de nôtre pure, libre & franche volonté, Nous nous déclarons & Nous tenons dès à présent, Nous, nos Enfants & Descendants, pour exclus & inhabiles, absolument & à jamais, & sans limitation, ni distinction de Personnes, de Degrez, & de Sexe, de toute Action & de tout Droit à la Succession de la Couronne d'Espagne. Nous & nos Descendants, que dès maintenant & pour toujours, ou Nous même, Nous & les nôtres, pour exclus, inhabiles & incapables, en quelque Degre que Nous nous trouvions, & de quelque manière que la Succession puisse arriver à nôtre Ligne, & à toutes les autres, soit de la Maison de France, soit de celle d'Autriche, & de tous les Descendants de l'une & de l'autre Maison, qui, comme il est dit & supposé, doivent aussi le tenir pour retranchées & exclues, &

& que pour cette raison, la Succession de ladite Couronne d'Espagne soit censée dévolue & transférée à celui à qui la Succession d'Espagne doit être transférée, en tel cas, & en quelque tems que ce soit, en sorte que Nous l'ayions & tenions pour légitime & véritable Successeur, parce que ni Nous, ni nos Descendants ne devons plus être considérez comme ayans quelque fondement de représentation active, ou passive, ou faisant une continuation de Ligne effective, ou contentieuse de substance, sang ou qualité, ni tirer Droit de nôtre Descendance, ou de compter les degrez de la Reine Anne d'Autriche nôtre très honorée Dame & Ayeule, ni des glorieux Rois ses Ancêtres : Au contraire, Nous ratifions la Renonciation que la dite Dame Reine Anne a faite, & toutes les Clauses que les Rois Philippe III. & Philippe IV. ont insérées dans leurs Testamens : Nous renonçons pareillement à tout le Droit qui Nous peut appartenir & à nos Enfants & Descendants, en vertu de la Déclaration faite à Madrid le 29. Octobre 1703, par Philippe V. Roi des Espagnes nôtre Neveu ; & quelque Droit qui Nous puisse appartenir pour Nous & nos Descendants, Nous nous en déistons & y renonçons pour Nous & pour Eux. Promettons & Nous obligeons pour Nous, nosdits Enfants & Descendants présents & à venir, de Nous employer de tout nôtre

notre Pouvoir pour faire observer & accomplir ces Présentes, sans permettre ni souffrir que directement ou indirectement, on revienne contre, soit en tout, soit en partie. Et Nous nous déshatons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui de Droit commun, ou par quelque Privilège Spécial, pourroient Nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Descendans, auxquels moyens Nous renonçons absolument, & en particulier à celui de la Lésion évidente, énorme & très-énorme, qui se peut trouver en la Renonciation à la Succession de ladite Couronne d'Espagne; & voulons qu'aucuns dedsdits moyens ne Nous servent, ni puissent Nous valoir; & que si sous ce Prétexte ou sous toute autre couleur, Nous voulions Nous emparer dudit Royaume d'Espagne à force d'Armes, la Guerre que Nous ferions ou exciterions, soit tenue pour injuste, illicite & indûment entreprise; & qu'au contraire, celle que Nous feroit celui qui, en vertu de cette Renonciation, auroit Droit de succéder à la Couronne d'Espagne; soit tenue pour permise & juste, & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, lui obéissent, le défendent, lui fassent Hommage & lui prêtent Serment de fidélité, comme à leur Roi & légitime Seigneur.

Et pour plus grande assurance & sûreté de tout ce que nous disons & promettons, pour

pour Nous & au Nom de nos Successeurs & Descendans, Nous jurons solennellement sur les Saints Evangiles contenus en ce Missel, sur lequel Nous mettons la main droite, que Nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & par tout; & que Nous ne demanderons jamais de Nous en faire relever; Et que si quelque personne le demande, ou qu'il Nous soit accordé, *proprio motu*, Nous ne nous en servirons, ni prévaudrons. Bien plus, en cas qu'on nous l'accordât, nous faisons un autre Serment, que celui-ci subsistera & demeurera toujours, quelque dispense qu'on puisse Nous accorder. Nous jurons & promettons encore, que Nous n'avons fait ni ferons, ni en public, ni en secret, aucune Protestation ni Reclamation contraire qui puisse empêcher ce qui est contenu en ces Présentes, ou en diminuer la force; & que si Nous en faisons, de quelque Serment qu'elles fussent accompagnées, elles ne pourroient avoir ni force ni vertu, ni produire aucun effet. Et pour plus grande sûreté Nous avons passé & passons le présent Acte de Renonciation, d'Abdication & de Désistement, par devant Maître Antoine le Moyne & Alexandre le Fèvre Conseillers du Roi, Notaires Garde-Notes & Garde-Séals au Châtelet de Paris, soussignez en notre Palais Royal, à Paris l'An 1712, le 19. Novembre avant midi,

mudi. Et pour faire insinuer & enregistrer ces Présentes par tout où il apartiendra, Nous avons constitué pour nôtre Procureur le Porteur, & avons signé ces Présentes & leur Minute demeurée en la possession dudit le Fèvre Notaire. Signez, PHILIPPE D'ORLEANS, le Moine & le Fèvre, &c.

le 15. du Mois dernier Mr. le Duc de Berri étant venu à Paris, se rendit au Palais, accompagné de Mr. le Duc d'Orleans, & après qu'ils eurent entendu la Messe dans la Sainte Chapelle, deux Présidens à Mortier, & deux Conseillers, Députés par le Parlement, pour recevoir ce premier Duc, y vinrent au devant de Lui, & le conduisirent à la Grande Chambre, où il prit sa Place.

Le Duc d'Orleans y prit aussi la sienne ensuite, de même que le Duc d'Anguien, le Prince de Conti, le Duc du Maine, & le Comte de Toulouse.

Les Pairs Ecclesiastiques qui s'y trouvèrent, étoient l'Archevêque Duc de Reims, l'Evêque Duc de Laon, l'Evêque Duc de Langres, l'Evêque Comte de Châlons, & l'Evêque Comte de Noyon. Puis

les

les Ducs de la Tremouille, de Sully, de Richelieu, de Saint Simon, de la Force, de Rohan, d'Estrées, de la Meilleraye, de Villeroy, de Saint Aignan, de Tresmes, l'Evêque de Metz Duc de Coislin, de Villars, de Berwick, d'Antin, & de Chaulnes.

Comme il s'agissoit de faire enregistrer les Lettres Patentes, données par le Roi, sur la Renonciation du Roi d'Espagne aux Droits de sa Naissance, & à ceux de ses Descendants, sur la Couronne de France, de même que la Renonciation de Mr. le Duc de Berri, & celle de Mr. le Duc d'Orleans, à leurs Droits, & à ceux de leurs Descendants sur la Couronne d'Espagne; & de faire tirer des Registres les Lettres par lesquelles les Droits du Roi d'Espagne à la Couronne de France lui avoient été conservez, lors qu'il partit pour Madrid; Mr. de Mesmes Premier Président, ayant expliqué les Intentions du Roi, Mr. Joly de Fleury, Avocat Général, présenta les Lettres Patentes de Sa Majesté, qui furent lûes, aussi bien que tous les autres Actes qui y étoient joints. L'Arrêt d'enregistrement fut

fut ensuite prononcé, suivant les Conclusions du Procureur Général.

Le Duc de Shrewsbury & Mr. Prior, Plénipotentiaires de la Reine de la Grande Bretagne, furent Témoins de cette Fonction, qui doit faire une *Condition essentielle des Traitez de Paix*. Ces deux Ministres étoient placez dans une des Lanternes de la Grande Salle du Palais.

Le Duc d'Osborne, nommé par le Roi Philippe V. pour signer cette Convention au Nom de Sa Majesté aux Conférences d'*Utrecht*, a pareillement assisté à cette Cérémonie, qui n'étoit pas moins Pompeuse que Nouvelle.

Monsieur le Premier Président étoit à sa Place ordinaire dans l'Angle, & les Princes à sa Droite, avec les Pairs ensuite, &c. pour entendre la Lecture des Renonciations qui avoient été scellées trois jours auparavant.

D'abord qu'elles furent lûes, les Portes ayant été ouvertes, la foule du monde entra, & on fit à haute Voix un seconde Lecture de ces trois Renonciations, qui furent publiées à l'Audience. On les a fait imprimer

imprimer telles que je les ai insérées ci-devant, à la réserve de celle du Roi Philippe, qui avoit déjà été rendue publique, lors qu'elle fut envoyée d'Espagne, comme je vous en ai donné Avis en ce tems-là, Monsieur, & communiqué toute la teneur, dans ma IV. Lettre du Mois de Décembre dernier, depuis la Page 676. jusqu'à 686.

Les Discours qui ont été faits à l'occasion de cet Enregistrement seront aussi imprimez, & on dit qu'ils contiennent, entr'autres choses, que *quoi que ces Renonciations fussent contre les Loix Fondamentales de l'Etat*, néanmoins comme elles étoient une Condition essentielle de la Paix, si nécessaire, & si désirée, & le Roi les voulant de son Autorité, &c. on étoit d'Avis qu'elles fussent enregistrées.

Cela mériteroit quelques Réflexions Politiques, mais les bornes de cette Lettre ne me permettent pas, Monsieur, de vous dire maintenant autre chose, si ce n'est qu'on a tenu depuis quelque tems divers Conseils à la Cour, auxquels ont assisté les Ministres d'Etat & ceux d'Espagne, pour délibérer sur les Affaires

Affaires de la Paix, en conséquence des Dépêches envoyées d'*Utrecht* à Sa Majesté Très-Chrétienne, par des Exprès du Maréchal d'Uxelles, qu'on dit avoir été renvoyez avec des Résolutions si favorables, sur les Difficultez formées par quelques Puissances, qu'on a lieu d'espérer que cette Paix, tant désirée, sera entièrement conclue & signée avant l'Ouverture de la Campagne.

On ne parle plus de la commencer bientôt en Flandres, comme on l'avoit projeté, ni même en Alsace; au contraire la Revûe des Gardes du Corps du Roi, qu'on devoit y envoyer, sera différée, à ce qu'on dit jusqu'au 10. du Mois prochain, & les Ordres ont aussi été donnez de suspendre l'Achat des Chevaux en Suisse.

Tout cela, joint aux Avis certains qu'on a reçus des Malheurs arrivez au Roi de *Sulde*, qui n'est plus en état de faire aucune Division en Allemagne, ou du côté du Nord, en faveur de ceux qui en promettoient de grands Avantages à S. M. T. C. fait qu'on se tient comme assuré de voir bientôt réussir ce grand Ouvrage des Négocia-

tions

Mois d'Avril, 1713. 517
tions de la Paix, dont j'espère aussi, Monsieur, de vous donner bientôt quelque chose de plus spécifique & assuré. Cependant je suis, votre, &c.

L E T T R E V.

Affaires de la Grande-Bretagne.

Londres.

M O N S I E U R,

I. Il paroît manifestement par la Conduite du Ministère de Sa Majesté Britannique, & par les Préparatifs des Réjouissances Publiques concernant la Publication de la Paix, qu'on attend qu'elle soit signée pour laisser assembler le Parlement, qui a déjà été prorogé neuf fois, depuis le 24. de Janvier dernier, jusqu'à présent, sans qu'on soit encore assuré du jour précis auquel il commencera de travailler aux Affaires Publiques,

Cependant, on fait courir le bruit que tous les Exprès venus d'*Utrecht* & de *Paris* depuis le commencement de ce Mois, disent unanimement

ment

ment que la Paix est réglée entre la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Portugal, & le Duc de Savoye : Que S. M. T. C. a accordé tout ce que la Reine lui a demandé pour les Etats Généraux, & d'être la Médiatrice pour achever de régler les Prétentions de l'Empereur & des Princes de l'Empire, auxquels on donnera du tems jusqu'au premier jour du mois de Juin prochain, afin qu'ils entrent dans ce Traité de Paix, qu'on ne diffère de publier que dans l'espérance qu'elle sera Générale.

Un Messager d'Etat venant de France, dépêché par le Duc de Scheerwsbury, a donné Avis que ce Seigneur ayant reçu des Lettres des Plénipotentiaires de la Reine qui sont à *Utrecht*, avec la Nouvelle que le Traité pour l'Evacuation de *Catalogne* étoit réglé, il a d'abord dépêché un Exprès au Chevalier Jennings, avec les Ordres de Sa Majesté, pour se rendre à *Barcelone* avec son Escadre, afin d'y embarquer l'Impératrice & les Troupes Allemandes qui sont en ce Pais-là, pour les transporter en *Italie*.

Le

Le Chevalier Edouard Whitaker, & le Chevalier Thomas Hardi, Commanderont l'Escadre qui doit aller dans la Mer Baltique. Elle sera composée de 15. Vaisseaux de Guerre, auxquels se joindront 10. autres Vaisseaux de Guerre Hollandois.

On a affiché un Avertissement sur la Porte du Bureau du Secrétaire des Guerres, par lequel on fait savoir, que la Reine a réglé la Demi-paye de tous les Officiers qualifiés suivant la Loi, qui ayant été au Service de S. M. B. sont maintenant cassez. Ce qui détruit le bruit qui a couru, qu'on ne vouloit pas y admettre ceux qui ont servi en Espagne, ou en Portugal, & on continué à faire une Liste des Officiers François, d'où l'on infère qu'ils seront bien-tôt payez de tous leurs Arrérages.

Il a été résolu de publier incessamment une Proclamation, pour découvrir tous ceux qui font des Ecrits Diffamatoires contre le Gouvernement, avec Promesse d'une Récompense de 50. Livres sterling, à quiconque fera arrêter quelqu'un

Tome XLIII.

Z

de

de ces Auteurs, afin qu'il soit puni selon la Rigueur des Loix.

Lorsque le Clergé s'assemblera, il doit présenter une Requête à S. Majesté, pour la prier de faire aussi publier une Proclamation, pour arrêter & punir ceux qui seront convaincus d'avoir mis au jour des Ouvrages Impies.

Sur le Bruit qui s'est répandu, que plusieurs Evêques avoient dessein de faire une Représentation à la Reine, touchant le Danger où se trouve l'Eglise Anglicane, la Cour a donné Ordre à tous les Juges de Paix de Londres & de Westminster, de faire exécuter à la Rigueur les Loix qui ont été faites contre ceux de la Communion de Rome : sur quoi ces Juges ont chargé les Connétables de faire une exacte Perquisition de tous les Catholiques Romains qui sont venus de France & d'ailleurs, depuis quelque tems ; & ces Connétables ont commencé à faire la Liste de ceux qui se trouvent dans cette Ville, & de mettre par écrit les Raisons qui les ont engagés à y venir.

On dit d'ailleurs, que les Ministres d'Etat ont assuré les Principaux Evêques,

Evêques, qu'ils feroient proposer eux mêmes dans le Parlement, les Mesures nécessaires pour dissiper la Crainte qu'on paroît avoir qu'il arrive quelque Préjudice à la Religion Anglicane.

Il y a des Gens qui assurent aussi que la Reine, parlant en dernier lieu, à un Seigneur du Parti des Wighs, Sa Majesté prit occasion de lui dire qu'Elle l'avoit appris que plusieurs de ses Sujets ont conçu des Soupçons, comme si ses Ministres avoient formé le dessein de Lui faire succéder le Prétendant. Qu'Elle lui donnoit sa Parole Royale que le Ministère est fort bien intentionné pour la Maison d'Hanover, & qu'Elle ne desire rien tant que de lui laisser la Couronne après sa mort.

Sa Majesté ajouta même, à ce qu'on dit, qu'Elle espéroit, avec la Grace de Dieu, de laisser aussi l'Eglise Anglicane dans un Etat plus florissant, qu'Elle ne l'a trouvée à son Avénement au Trône ; & on assure de plus, qu'il fut recommandé à ce Seigneur, par Sa Majesté, d'informer ses Amis des Assurances qu'Elle venoit de lui donner, afin d'ôter

d'ôter toutes leurs Préventions, & de tranquilliser les Esprits inquiets, touchant la Succession à la Couronne.

On ne sait pas encore quelles Mesures la Cour prendra, au sujet de l'Acte pour empêcher la Desertion, & pour le Règlement des Quartiers, & de celui qui concerne l'Entretien des Milices, lesquels sont expirés le 8. de ce Mois, de même que pour le Payement des Troupes, attendu que le Parlement n'a accordé de l'Argent que jusqu'à ce jour là, dans la dernière Séance de l'Année passée.

Le bruit court néanmoins que le Lord Grand Trésorier a trouvé tous les Fonds pour les Subsidés de cette Année, & l'on assure que les Affaires sont dirigées de manière que la Séance prochaine du même Parlement sera fort courte, & que ce qui l'occupera le plus sera le Règlement du Tarif, pour le Commerce avec la France.

Les Marchands Anglois qui trafiquent dans les Colonies de cette Nation en *Amérique*, ont présenté une Requête aux Commissaires du Commerce, & des Colonies, contenant

Mois d'Avril, 1713. 523
tenant en substance ce qui suit.

„ Nous soussignez, ayant appris
„ qu'il y avoit sur le Tapis
„ un Traité de Commerce, entre
„ la Grande Bretagne & la France,
„ & comme l'on craint qu'on pour-
„ roit accorder aux François la
„ Défense de porter certaines for-
„ tes de nos Marchandises en Fran-
„ ce, ou dans les Païs qui en dé-
„ pendent, & entr'autres des Su-
„ cres & autres Denrées de nos Co-
„ lonies en Amérique : Supplions
„ très-humblement, en nôtre Nom,
„ & de la part de toutes les Colo-
„ nies, de pouvoir représenter, qu'en
„ cas que cette Défense eût lieu,
„ non seulement cela décourage-
„ roit les Colonies Angloises de
„ l'Amérique Méridionale, & en-
„ courageroit celles de France;
„ mais diminueroit encore le Né-
„ goce vers l'Ouest, & les Droits
„ d'Entrée de Sa Majesté Britan-
„ nique : ce qui seroit d'un grand
„ Avantage pour la France, &c.

Les Manufacturiers en Draps, & autres Etoffes de Laines, ont aussi présenté aux mêmes Commissaires

du Commerce & des Colonies, la Requête suivante.

Nous, &c. Intéressez aux Manufactures de Laines, Sommes informez que les François ont fait acheter cette Année trois fois plus de Laines d'Espagne, qu'ils n'avoient fait ci-devant, depuis que cette Couronne est entre les mains de la Maison de Bourbon; à quoi ils sont fort encouragés, 1. par le Privilège de Vente; 2. Par un Rabais de 4 Pièces de huit sur les Droits de chaque Balle de 175 livres pesant, accordé à eux seuls, pendant que les autres payent le Droit entier, outre un additionnel de 2 Pièces de huit, en sorte qu'ils payent 6 Pièces plus que les François sur 175 livres de Laines; & d'ailleurs, on accorde à ceux-ci de grandes Douceurs à Algedra, & en d'autres Lieux par où ils transportent leurs Laines en France.

Nous croyons que l'Envoi de nos Manufactures de Laines en Espagne, & aux Indes Occidentales, souffre par là un tort inexprimable, & que ce Commerce sera bien-tôt entièrement ruiné; d'autant que les François sont occupés à introduire

en

en Espagne, l'usage des Habits & Etoffes qu'ils portent eux-mêmes, faisant suivre l'Exemple des Gouverneurs, & autres Grands, tant dans l'Ancienne que dans la Nouvelle Espagne, par les autres Habitans.

Nous sommes de plus informez, que le Roi de France fera subsister le Droit d'environ 32 Sols par Anne, sur les Draps d'Angleterre; ce qui sera en effet une Défense tacite, pendant que les Affaires resteront sur ce pied en France: sur tout si l'on considère combien cette Fabrique a été poussée en France depuis quelques Années, aux Dépens & par l'Explication du Gouvernement, pour nous enlever une partie si avantageuse de notre Négoce, dès que la Paix sera faite.

On sait aussi que Sa Majesté Très-Chrétienne n'a laissé entrer aucuns Draps, que par des Vaisseaux François, même dans le tems que l'Entrée en étoit permise.

Nous sommes pareillement informez que ce Monarque persiste dans sa Prétention de 12 Livres pour chaque Pièce de Ratine, & de Serge Angloise, parmi lesquelles on com-

Z 4

prendra

prendra les Droguets ; ce qui aura aussi la même force qu'une Défense.

Prévoyant que tout cela entrainera la Ruine de nos Manufactures de Laines, nous avons crû qu'il étoit de nôtre devoir de vous le représenter, & de vous supplier très-humblement, que comme la Fabrique des Etoffes de Laines a été considérablement poussée en Portugal, par un Traité de Commerce, au commencement du Règne glorieux de la Reine, on veuille aussi prendre le même soin dans le Traité de Commerce avec la France & l'Espagne, afin que le Négoce de ce Pais puisse revivre, & fleurir comme ci-devant, &c.

On a encore présenté une troisième Réquête sur le même Sujet: Et cette Affaire ayant été portée devant la Reine, le Comte de Dartmouth a été chargé d'ordonner aux Commissaires du Commerce, de prendre ces Requêtes en considération.

La Compagnie des Indes Orientales a résolu de ne point laisser partir ses Vaisseaux, pour ce Pais-là, avant la Publication de la Paix, afin qu'ils en puissent porter la

Nou-

Nouvelle dans leurs Comptoirs.

Les Hérauts d'Armes, & plusieurs autres Officiers, ont reçu leurs Habits Neufs, & d'autres riches Ornaments, avec Ordre de se tenir prêts pour publier cette Paix; & on travaille déjà à préparer le Chemin par où la Reine doit passer ce jour-là, depuis l'Apartement où Elle prend ses Habits Royaux, jusqu'à la Chambre Haute du Parlement, afin que Sa Majesté en cas d'Indisposition, puisse être portée en Chaise jusques dessus son Trône, & ensuite dans la Chapelle de Whitehall, où la Répétition a été faite de l'*Antienne* & du *Te Deum* qu'on y doit chanter, de même que dans l'Eglise Cathédrale de Saint Paul, en Actions de Graces pour cette Paix qui se doit faire.

On fit un Feu de Joye, & d'autres Réjouissances publiques, le 3. de ce Mois, aux dépens des Amis du fameux Docteur *Sacheverel*, dont l'Interdiction expiroit ce jour-là.

L'Ambassadeur de Maroc, qui commence à se chagriner d'être si long-tems détenu sous la Garde d'un Messager d'Etat, a enfin résolu, pour avoir sa Liberté, d'en-

Z 5

voyer

voyer son Secrétaire avec des Lettres au Roi son Maître, pour le solliciter de consentir au Renouvellement de la Trêve avec la Reine : il doit partir incessamment : cependant ce Ministre reçoit cinq Guinées par Semaine, que Sa Majesté Britannique lui a accordées pour son Entretien.

On voit une nouvelle Brochure en Anglois, qui est très-bien écrite, & dont le Titre est : *Les Hollandois meilleurs Amis que les François, de la Monarchie, de l'Eglise, & du Commerce d'Angleterre, dans une Lettre d'un Bourgeois à un Gentilhomme de la Campagne.*

Edimbourg.

II. On mande de cette Ville qu'on y a élevé, depuis peu, sur une des Portes de cette Capitale, un Cadran au Soleil, avec ces deux Lettres au haut, J. R. & ces mots pour Devise, *Revocabile Tempus*, ce qui fait murmurer bien des gens en ce Pais-là, dont quelques-uns ont présenté Requête aux Magistrats, pour leur demander qu'il fût ôté, ou qu'on en effaçât l'Inscription ; sur quoi

quoi on leur répondit qu'on y aviserait.

On a aussi publié, dans cette même Ville, une Brochure qui a pour Titre : *L'Eglise Nationale d'Ecosse en Danger.* Cette Pièce vient de la main de quelque Presbytérien outré, & fort éloigné des Pensées d'Union entre les deux Eglises, dont cet Auteur, de même que beaucoup d'autres Theologiens trop Partiaux & Entêtez de leurs Opinions bizarres, semblent vouloir troubler la Joye Publique, que l'Espérance d'une Paix Civile, fort prochaine, donne déjà à ceux qui font des vœux au Ciel, pour en obtenir une parfaite Union, entre toutes les Puissances qui travaillent maintenant à régler amiablement leurs Intérêts Civils & Ecclesiastiques, de la manière que j'ai tâché de vous en donner des Avis aussi clairs, & aussi sincères, que vous les pouvez attendre, Monsieur, de celui qui est avec un entier désintéressement, votre Serviteur, &c.



Z 6

LET.

L E T T R E V I.

Affaires d'Espagne & des Pais-Bas.

Madrid.

M O N S I E U R ,

I. On tient de fréquens Conseils à la Cour sur les Affaires de la Paix, & depuis qu'on y a reçu Avis de *Barcelone*, que les Impériaux sont actuellement l'Evacuation de toute la *Catalogne*, un grand nombre de Miquelets & d'autres Habitans de ce Pais-là se sont déjà soumis au Roi *Philippe*, & les autres ne tarderont pas de le reconnoître aussi pour leur Souverain, puisque l'Embarquement de l'Impératrice & des Troupes Allemandes qui la suivent, pour retourner dans l'Empire, font assez connoître qu'ils doivent être assujettis à ce Prince de la Maison de Bourbon, comme le Traité fait pour cela, dont je vous en mis ci-devant une Copie, le porte très expressément, & ne laisse plus aucun lieu d'en douter.

Plu-

Mois d'Avril, 1713. 531

Plusieurs Marchands Anglois qui sont à *Barcelone*, ont été pillés & maltraitez par la Populace, & le Consul de la même Nation Britannique, auroit aussi été insulté, s'il ne s'étoit embarqué de nuit, pour se retirer.

Le Conseil, ou *Junte*, que le Roi avoit établi, afin d'examiner les Projets pour mettre un meilleur Ordre dans les Finances, en a rendu compte à S. M. & il y a beaucoup d'apparence que le Conseil de ces Finances sera annullé, nonobstant les fortes oppositions de plusieurs Membres, & entr'autres de l'Evêque de *Gironde* qui en est le Président: En sorte qu'en ce cas là, ce qui proviendra de la Capitulation devra être payé aux Surintendans, qui dépendront des Chambres des Comptes, établies dans chaque Province; & par ce moyen on épargnera de grosses sommes qu'il falloit donner en Apointemens, & on soulagera beaucoup les Habitans, qui étant fort foulez en divers endroits, avoient été obligez d'abandonner plusieurs Terres.

Le Gouverneur de *Cadix* a fait savoir à la Cour, par un Exprès, que

Z 7

que

que 9. Corsaires d'Alger croissent aux environs de cette Rade, dans le Dessein d'enlever la Flotille qui est attendue de l'*Amerique*, & qui apporte pour plus de dix Millions de Piastrès, sur quoi il avoit accepté l'offre de quelques Armateurs François & Anglois, qui sont dans la Baye, tous prêts à se joindre pour donner la Chasse à ces Corsaires, n'attendant pour cet effet qu'une Patente du Roi Philippes, laquelle leur a d'abord été envoyée par le même Exprès.

Il arriva en même tems à la Cour, un Gentilhomme Anglois, qu'on dit être Cousin du Vicomte de Bollingbroke, & dont les Depêches ayant été remises au Lord Lexington, & au Marquis de Monteleon, on croit qu'elles contenoient des Instructions touchant le Traité de l'*Assiento*, puis qu'il s'est tenu incessamment après une Conférence chez le Comte de Frigliana, Président du Conseil des *Indes*, à laquelle le Comte de Bergeick & 3. Ministres de ce Conseil ont assisté; & il paroît, depuis ce tems là, qu'on dispose toutes choses, afin que les Anglois puissent entreprendre ce

Com-

Commerce, avant la fin du mois de May prochain, suivant la Convention qui en a été faite.

On assure que la Reine a déclaré qu'Elle étoit grosse depuis 3. mois, ce qui a causé beaucoup de Joye, tant à la Cour qu'à la Ville, de même que la Nouvelle de l'Expédition des Passeports envoyez aux Ambassadeurs de S. M. Cath. qui doivent aller signer la Paix à *Utrecht*, & terminer par conséquent tout ce qui a causé tant de Troubles & d'Alarmes parmi les Peuples des *Espagnes*, où l'on a aussi eu en dernier lieu, beaucoup de plaisir de voir la Retraite de toutes les Troupes Portugaises, qui sont arrivées sur les Frontières de leur Païs, dont les Affaires, & les autres Particularitez de celles d'*Espagne*, ont été déduites ci-devant, dans ma 4. Lettre de ce Mois, à cause de la Connéxité qu'elles ont avec celles de *France*.

PAISBAS

Bruxelles.

II. L'Armée qui campe à trois Lieux

Lienés de cette Ville, sous le Commandement du Général & Baron de Fagel, qui a son Quartier à *Anderlecht*, se renforce tous les jours par la jonction des Troupes des Hauts Alliez, lesquelles ont la Tête de leur Infanterie à *Hall*, s'étendant le long de *Gaesbeek* & *Asch*, jusqu'à *Soignies*, & couvrant de tous côtes la Cavalerie, qui a ses Quartiers comme au Centre, & plus près du Canal, & de cette Ville, où les autres Généraux & Officiers de l'Etat-Major sont aussi arrivés, depuis quelque tems, & allez ensuite la plupart à ce Camp, dans lequel tout est fort tranquille jusqu'à présent.

Les François ont aussi fait de grands Préparatifs, pour former un Cantonnement entre la *Sambre* & la *Meuse*, où il doit y avoir bientôt 36000. hommes, dont le Quartier Général sera à *Beaumont*. Cependant ils ont cessé, depuis le commencement de ce Mois, de travailler aux Magazins d'*Arras*, de *Cambray* & de *Valenciennes*, où plusieurs Colonels ont mandé de *Paris*, aux Officiers de leurs Régimens, de ne plus livrer d'Habits aux Soldats, &

& de n'acheter pas des Toiles pour leurs Tentes, jusqu'à nouvel ordre: & depuis quelque tems le Gouverneur de la première de ces Places fait travailler à rendre la Scarpe navigable de *Douay* à *Arras*, & la grosse Artillerie qui étoit à *Cambray* a été transportée à *Valenciennes*, où le Maréchal de Montesquiou s'est rendu pour disposer l'Armée de France à entrer en Campagne, sans qu'on puisse encore prévoir quelles seront ses Entreprises.

Dans cette Incertitude les Hauts Alliez se sont précautionez de toutes parts, & sur tout à *Courtrai*, à *Oudenarde*, & à *Mons*, où l'on a achevé les nouvelles Fortifications de cette Place, dont le Terrain est maintenant inondé du côté de l'Ennemi.

Les Ministres des deux Puissances Maritimes, voyant l'Opiniâtreté de la Régence de ce Pais, à ne pas se soumettre à la Subordination, ont révoqué les Actes de leurs Charges, & établi une Nouvelle Régence, composée du Vicaire Général, de l'Archevêché de *Malines*, du Doyen du Grand Conseil, d'un Conseiller du Conseil de *Flandres*, &

& du Baron de Havorst, Président de la Chambre des Comptes de *Brabant*, & d'un Secrétaire qui est Mr. d'Erps.

Le Comte de Clermont qui a toujours reconnu la Subordination, en a été établi Président, & ces Nouveaux Régens s'assemblèrent pour la première fois le 24. du Mois dernier, à 8 heures du matin, qui étoit une heure plutôt que de coutume, & firent savoir le lendemain, aux Magistrats de cette Ville qu'ils alloient travailler à remettre toutes choses sur le même Pié qu'elles étoient du tems de Charles II. Roi des Espagnes.

Cependant, le Vieux Conseil s'est aussi assemblé le même jour chez le Secrétaire Heems, & plusieurs autres fois depuis ce tems-là, chez Mr. vander Ghoten, nonobstant les Défenses des Ministres des deux Puissances Maritimes, auxquels ils ont protesté qu'ils risqueront plutôt toutes choses que de se déshonorer de leurs Charges, avant que d'avoir reçu des Réponses positives sur ce qu'ils ont écrit touchant cela, tant à la Cour de Vienne, où ils disent avoir envoyé le Sean de

leur

leur Chancellerie, que sur ce qu'ils ont notifié pour le même sujet à la Reine d'*Angleterre*, aux Etats Généraux à la *Haye*, & aux Plénipotentiaires assemblez à *Utrecht*.

Ils ont aussi fait imprimer & publier, une Dédiction en forme d'Apologie, pour justifier leur Conduite; mais ce Manifeste n'a fait aucune Impression sur les Esprits des Habitans de ce Pais, où les Peuples se sont tenus jusqu'à présent dans une entière Neutralité sur cela: Cependant, les Etats du *Brabant* s'étant assemblez, au sujet de tous ces Différens, n'ont pris aucune Résolution.

Les Etats de *Flandres* & de *Hainaut* ont aussi mis ces mêmes Affaires en Délibération, dans leur Assemblée Générale; mais on dit qu'ils ont résolu de ne s'en point mêler, quoi que les Magistrats de *Louvain* aient déjà reconnu ce Nouveau Conseil, en s'adressant à lui pour avoir un autre Bourguemestre; mais les Etats de cette Province ont néanmoins refusé de prendre le Serment des deux Conseillers établis depuis peu, sous prétexte qu'ils ont donné de l'Argent

gent pour avoir ces Charges.

On a représenté là-dessus à ces Etats, que cet Argent étoit destiné à payer quelques Troupes, qu'on a laissées fort en arrière, & que si on vouloit trouver quelqu'autre expédient pour satisfaire ces Troupes, on ne prendroit aucun Argent de ces Conseillers.

Quoi que les Etats de cette Province n'ayent point encore fait de Réponse positive là-dessus, on commence déjà à y ressentir les bons Effets des changemens arrivés dans la Régence dont il s'agit maintenant, puisque les Nouveaux Membres qu'on y a mis, ont trouvé le moyen de faire payer à compte deux mois de Gages à l'Infanterie qui étoit arriérée, & qu'ils travaillent incessamment à contenter aussi la Cavalerie.

Ils ont fait en même tems un grand Plaisir à tous les Peuples de leur Ressort, en révoquant & abolissant toutes les Taxes que l'Ancienne Régence avoit établies contre les Privilèges de cette Nation, qui en avoit fort murmuré : & nonobstant cela les Membres déposés se flatent encore d'être rétablis par quel-

quelque Accommodement, & ceux de la Nouvelle Régence espèrent au contraire, d'être maintenus & conservés dans leurs Charges, nonobstant toutes les Plaintes de ceux-là.

Utrecht.

III. Depuis que le Traité pour l'Evacuation de la *Catalogne* fut signé dans cette Ville, le 14. du Mois dernier, avec celui de la Neutralité en Italie, comme je vous en ai informé ci-devant, Monsieur, on dit qu'il y en a eu quelques autres de réglés, touchant les Intérêts Particuliers des Etats & des Princes qui ne sont pas encore entièrement d'accord, sur plusieurs choses, dont ils souhaitent que leurs Conventions soient insérés dans les Articles de la Paix Générale, qu'on différerait peut-être de ratifier & de publier, jusqu'à ce que tous ces autres Différens soient terminés.

Cependant on travaille en même tems aux Traitez de Commerce, qui rencontrent de grandes Difficultés, lesquelles on tâche néanmoins de lever, de même que ces

autres Obstacles, qui donnent Lieu aux Plénipotentiaires de ce Congrès, d'envoyer presque tous les jours des Exprès à diverses Puissances, dont ils en reçoivent aussi tant de Dépêches & de Différens Ordres, qu'il y a aparence qu'il faudra encore tenir beaucoup de Conférences Particulières & Générales dans cette Ville, avant que tout ce qui concerne cette Paix Universelle tant désirée soit entièrement réglé, quoi que tous les Plénipotentiaires des Hauts Alliez en aient signé les Articles Fondamentaux, comme je le dirai dans l'Article suivant.

La Haye.

IV. Les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ont reçu l'Agréable Nouvelle, que l'Impératrice étant partie de *Barcelone* le 18. du Mois dernier, S. M. arriva heureusement à *Vado*, près de Gènes, avec toute sa Cour, & l'Elite des Troupes Allemandes qui s'étoient embarquées sur les Vaisseaux Anglois de l'Amiral Jennings; & c'est Mr. le Baron de Heems,

Heems, Envoyé de l'Empereur, qui a notifié cela à L. H. P. sur l'Avis que Mr. le Comte de Sinzendorf, Plénipotentiaire de S. M. I. en a reçu, par un Exprès à *Utrecht*.

Leurs Hautes Puissances, & les Députés au Conseil d'Etat, s'étant assemblez extraordinairement le Dimanche 9. de ce Mois, de même que les Etats de Hollande, pour délibérer sur ce qui retardoit la Conclusion de la Paix Générale, envoyèrent leurs dernières Résolutions à *Utrecht*, où elle fut signée deux jours après, à savoir le 11. de ce Mois à 3. heures après midi par les Plénipotentiaires d'Angleterre: ceux de S. A. R. de Savoye la signèrent le même jour à 4. heures; ceux de Sa Majesté le Roi de Portugal, à 7. heures; ceux de Sa Majesté le Roi de Prusse, à 10. heures; Ceux de L. H. P. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, demi-heure après minuit; & ceux de S. M. Impériale qui ne l'ont pas encore signée, à savoir Mr. le Comte de Sinzendorf, & Mr. le Baron de Kirchner, ont résolu de partir le 15. de ce Mois en Poste, pour

pour se rendre incessamment à Vienne.

Il n'y a pas eu d'autres Affaires de grande Importance depuis ce tems-là ; c'est pourquoi je finirai cette Lettre sans vous dire maintenant autre chose, si ce n'est, Monsieur, que je suis toujours votre, &c.

F I N.

<i>Affaires d'Italie,</i>	401
<i>Affaires du Nord,</i>	438
<i>Affaires d'Allemagne,</i>	461
<i>Affaires de France,</i>	481
<i>Affaires de la Grande-Bretagne,</i>	517
<i>Affaires d'Espagne, & des Pais-Bas,</i>	530